

DIALOGUE GLOBAL

6.3

4 numéros par an, en 16 langues

La démocratie indienne en
guerre contre elle-même

Nandini Sundar

Le totalitarisme turc

Cihan Tugal

La fin du lulisme
au Brésil

Ruy Braga

Les travailleurs argentins face
au retour du néolibéralisme

Rodolfo Elbert

L'histoire profonde de la
droite américaine

Arlie Hochschild

Monde universitaire et sociologie

- > L'université managériale au Royaume-Uni
- > Les « batailles sociologiques » au Canada

Hommage

- > John Urry, 1946-2016

Rubriques spéciales

- > Étudiants contre les violences sexuelles
- > La troisième voie de Mondragon
- > Traduire *Dialogue Global* en roumain

MAGAZINE



Association
Internationale
de Sociologie
isa

VOLUME 6 / NUMÉRO 3 / SEPTEMBRE 2016
www.isa-sociology.org/global-dialogue/

DG



> Éditorial

Le populisme du XXI^e siècle

Entre 2011 et 2014, c'est avec optimisme que *Dialogue Global* rendait compte des mouvements sociaux qui gagnaient le monde entier – les printemps arabes, les mouvements *Occupy* et celui des *Indignados*, les mouvements de travailleurs, les mobilisations d'étudiants, les mouvements de défense de l'environnement et les luttes contre l'expropriation des terres. L'optimisme aura été de courte durée, puisque ces mouvements ont entraîné des changements qui ont débouché sur une vague de mouvements populistes réactionnaires et un essor des régimes autoritaires. Le présent numéro traite de cette poussée de la droite : Arlie Hochschild livre son analyse du « trumpisme » et du Tea Party aux États-Unis ; Cihan Tuğal s'intéresse au virage autoritaire du régime turc ; Ruy Braga revient sur le passage en force de la droite au Brésil ; Rodolfo Elbert fait une analyse approfondie du tournant néolibéral pris par l'Argentine ; et Nandini Sundar dépeint les violences exercées depuis des décennies contre les naxalites en Inde. Comme nous l'avons fait remarquer à d'autres occasions, on peut appréhender ces mouvements du point de vue de l'analyse que faisait Karl Polanyi de l'extension croissante du marché. Plus précisément, les règles du capital financier ont aujourd'hui conduit à une mondialisation de la précarité qui est à l'origine de ces basculements entre mouvements populistes d'extrême droite et d'extrême gauche dont le dénominateur commun reste le rejet de l'action politique parlementaire.

On trouve également la financiarisation à l'œuvre dans nos systèmes universitaires. Huw Beynon analyse ainsi les dysfonctionnements de la logique managériale qui s'est imposée dans les universités britanniques à un moment où elles peinent à survivre économiquement. Il décrit comment le système d'évaluation de « l'excellence » de la recherche produit de la médiocrité, et comment le fait que les universités dépendent désormais des droits d'inscription a transformé les étudiants en consommateurs et les universités en agences publicitaires qui se concurrencent pour maximiser la « satisfaction » de ces derniers. Il reste à voir si le modèle managérial des universités britanniques va entraîner le reste du monde ou si la modération prévaudra, comme dans le cas du Canada tel que le présentent Neil McLaughlin et Anthony Puddephatt – quoique, même dans ce cas, le milieu universitaire ait dû affronter les attaques d'un premier ministre conservateur.

Quatre articles rendent hommage à la vie et à l'œuvre de John Urry, qui nous a quittés prématurément en mars dernier. Il était l'un des sociologues les plus originaux et prolifiques de notre temps et un pionnier dans d'innombrables domaines : de la transformation du capitalisme à la signification du tourisme (à l'origine d'un programme de recherche sur les mobilités sociales et géographiques) ; du réchauffement de la planète à *Offshoring*, son récent et très alarmant ouvrage dans lequel il revenait sur le développement de l'opacité qui contribue à intensifier les inégalités dans le monde et les violations des droits de l'homme. Sans doute se souviendra-t-on surtout de lui comme d'un pionnier de la sociologie du futur qui n'hésita pas à annoncer les catastrophes vers lesquelles notre planète est en train de se diriger.

Ce numéro s'achève sur trois autres articles : sur la mobilisation grandissante contre le harcèlement sexuel aux États-Unis ; un plaidoyer, adressé à ses détracteurs, en faveur de la coopérative Mondragon ; et enfin un témoignage sur les difficultés pour traduire *Dialogue Global* en roumain. Nous invitons les autres équipes de *Dialogue Global* à nous faire part des difficultés qu'elles rencontrent pour traduire la sociologie en anglais dans d'autres langues.

> *Dialogue Global* est disponible en 16 langues sur le [site web de l'ISA](#)

> Les propositions d'articles sont à adresser à burawoy@berkeley.edu



Nandini Sundar, sociologue indienne réputée pour ses travaux sur la violence politique, auteure de *The Burning Forest*, décrypte la guerre que mène le gouvernement indien dans l'État du Chhattisgarh.



Cihan Tuğal, sociologue turc, auteur de *Passive Revolution: Absorbing the Islamic Challenge to Capitalism*, présente la Turquie comme un modèle du totalitarisme version XXI^e siècle.



Ruy Braga, analyste renommé des classes précaires brésiliennes ainsi que de l'ascension et du déclin du Parti des Travailleurs, revient sur la dernière crise politique au Brésil.



Dialogue Global est rendu possible grâce au généreux concours des Éditions SAGE.

> Comité de rédaction

Directeur de la publication : Michael Burawoy.

Rédactrice en chef adjointe : Gay Seidman.

Responsables éditoriaux : Lola Busuttill, August Bagà.

Rédacteurs-consultants :

Margaret Abraham, Markus Schulz, Sari Hanafi, Vineeta Sinha, Benjamín Tejerina, Rosemary Barbaret, Izabela Barlinska, Dilek Cindoğlu, Filomin Gutierrez, John Holmwood, Guillermina Jasso, Kalpana Kannabiran, Marina Kurkchiyan, Simon Mapadimeng, Abdul-mumin Sa'ad, Ayse Saktanber, Celi Scalón, Sawako Shirahase, Grazyna Skapska, Evangelia Tastsoglou, Chin-Chun Yi, Elena Zdravomyslova.

Équipes régionales

Monde arabe :

Sari Hanafi, Mounir Saidani.

Argentine :

Juan Ignacio Piovani, Pilar Pi Puig, Martín Urtasun.

Brésil :

Gustavo Taniguti, Andreza Galli, Ângelo Martins Júnior, Lucas Amaral, Benno Alves, Julio Davies.

Inde :

Ishwar Modi, Rashmi Jain, Jyoti Sidana, Pragya Sharma, Nidhi Bansal, Pankaj Bhatnagar.

Indonésie :

Kamanto Sunarto, Hari Nugroho, Lucia Ratih Kusumadewi, Fina Itriyati, Indera Ratna Irawati Pattinasarany, Benedictus Hari Juliawan, Mohamad Shohibuddin, Dominggus Elcid Li, Antonius Ario Seto Hardjana.

Iran :

Reyhaneh Javadi, Abdolkarim Bastani, Niayesh Dolati, Mitra Daneshvar, Vahid Lenjanzade.

Japon :

Satomi Yamamoto, Yutaro Shimokawa, Shinsa Kameo, Yuki Nakano.

Kazakhstan :

Aigul Zabirowa, Bayan Smagambet, Adil Rodionov, Gani Madi, Almash Tlespayeva, Almas Rakhimbayev, Amangeldi Kurmetuly.

Pologne :

Jakub Barszczewski, Adrianna Drozdowska, Krzysztof Gubański, Justyna Kościńska, Kamil Lipiński, Mikołaj Mierzejewski, Karolina Mikołajewska-Zajac, Adam Müller, Zofia Penza, Teresa Teleżyńska, Anna Wandzel, Justyna Zielińska, Jacek Zych.

Roumanie :

Cosima Rughiniș, Corina Brăgaru, Costinel Anuța, Tatiana Cojocari, Andrei Dobre, Alexandra Isbășoiu, Rodica Liseanu, Mihai-Bogdan Marian, Anda-Olivia Marin, Ramona Marinache, Anca Mihai, Oana-Elena Negrea, Ion Daniel Popa, Diana Tihan, Elena Tudor, Cristian Constantin Vereș, Carmen Voinea, Irina Zamfirescu.

Russie :

Elena Zdravomyslova, Anna Kadnikova, Asja Voronkova, Lyubov' Chernyshova, Anastasija Golovneva.

Taiwan :

Jing-Mao Ho.

Turquie :

Gül Çorbacioğlu, İrmak Evren.

Consultant médias : Gustavo Taniguti.

Consultante éditoriale : Ana Villarreal.

> Dans ce numéro

Éditorial : Le populisme du XXI^e siècle

2

> MONTÉE DE LA DROITE

Une démocratie en guerre contre elle-même

Nandini Sundar, Inde

4

Le totalitarisme turc, indicateur d'une tendance ?

Cihan Tuğal, États-Unis

7

Brésil : Fin du lulisme et révolution de palais

Ruy Braga, Brésil

11

Les travailleurs face au retour du néolibéralisme en Argentine

Rodolfo Elbert, Argentine

15

L'histoire profonde de la droite américaine

Arlie Russell Hochschild, États-Unis

18

> LE MONDE UNIVERSITAIRE ET LA SOCIOLOGIE

L'essor de l'université managériale au Royaume-Uni

Huw Beynon, Royaume-Uni

22

Les « batailles sociologiques » au Canada

Neil McLaughlin et Antony Puddephatt, Canada

26

> HOMMAGE

John Urry, l'homme et l'œuvre

Andrew Sayer, Royaume-Uni

29

John Urry, sociologue du futur

Scott Lash, Royaume-Uni

31

John Urry : Plus qu'un sociologue des sociologues

Bob Jessop, Royaume-Uni

33

John Urry, entre proximité et mobilité

Mimi Sheller, États-Unis

35

> RUBRIQUES SPÉCIALES

Mobilisation étudiante contre les violences sexuelles

Ana Vidu et Tinka Schubert, Espagne

37

La troisième voie de Mondragon : Réponse à Sharyn Kasmir

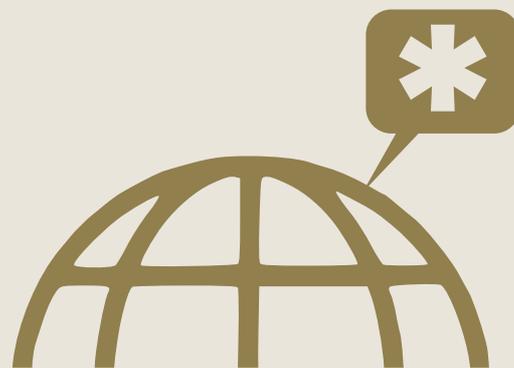
Ignacio Santa Cruz Ayo et Eva Alonso, Espagne

40

Traduire *Dialogue Global* en roumain

Costinel Anuța, Corina Brăgaru, Anca Mihai, Oana Negrea, Ion Daniel Popa et Diana Tihan, Roumanie

43



> Une démocratie en guerre contre elle-même

Nandini Sundar, Delhi School of Economics (Inde)



La Salwa Judum, milice financée par le gouvernement.
Photographe local anonyme.

Nandini Sundar est une sociologue réputée pour ses travaux sur la violence politique. Depuis plus de 25 ans, elle étudie le district de Bastar, une zone d'intenses conflits située dans l'État de Chhattisgarh, en Inde centrale. Nandini a dans un premier temps vécu sur place, lorsqu'elle menait ses recherches pour sa thèse de doctorat qui sera publiée par Oxford University Press en 1997 sous le titre *Subalterns and Sovereigns: An Anthropological History of Bastar 1854-1996*. Dans son dernier ouvrage très attendu, *The Burning Forest: India's War in Bastar* ([La Forêt en flammes : La guerre de l'Inde au Bastar], Juggernaut Press, 2016), elle s'intéresse à ce qu'est devenue cette zone de guerre et à l'influence qu'ont pu exercer des forces politiques extérieures sur celle-ci. Elle y relate également son expérience d'action en justice auprès de la Cour suprême, et les différentes phases d'un procès qui dure depuis près de dix ans en vue d'obtenir une injonction constitutionnelle contre le « vigilantisme » [l'exercice individuel de la loi, en dehors de toute procédure judiciaire légale] et des réparations pour les victimes de violations des droits de l'homme. Bien que Nandini et ses collègues aient obtenu un arrêt retentissant de la Cour en 2011, l'État n'en a simplement pas tenu compte, poursuivant sa campagne antiguerilla. *The Burning Forest* cherche à appréhender le mélange de défaillance des institutions, d'impunité de l'État et de résilience de la population qui participe de la formation de la démocratie indienne.

La démocratie indienne suscite des opinions très contrastées. L'opinion dominante, portée par la classe politique, les médias traditionnels et les élites nationales, consiste à célébrer celle-ci, au prétexte que parmi les sociétés postcoloniales, l'Inde peut être fière de son suffrage universel, de son système fédéral, de son armée soumise à l'autorité civile et de son

pouvoir judiciaire indépendant. Les activistes, au contraire, tendent à se montrer plus critiques à l'égard d'une démocratie indienne qu'ils jugent être une mascarade – attirant l'attention sur les continuités coloniales dont témoignent les lois « d'exception », comme la loi sur les pouvoirs spéciaux des forces armées (*Armed Forces Special Powers Act* ou *AFSPA* en anglais) qui donne à l'armée le droit d'abattre des

>>

individus sur la base du simple soupçon, les nombreux cas d'exécutions extrajudiciaires, de décès en détention, de torture, de viol et de disparitions, et les massacres organisés liés au parti au pouvoir, qui visent des minorités comme les sikhs (Delhi, 1984) ou les musulmans (Gujarat, 2002).

Les travaux concernant la démocratie indienne, qui émanent essentiellement des sciences politiques et s'intéressent surtout aux partis politiques, aux élections, aux structures institutionnelles et aux systèmes de développement, ont généralement une approche centriste. Dans *The Burning Forest: India's War in Bastar*, au contraire, je propose une analyse sociologique d'une campagne antiguerilla qui se poursuit contre ce que le gouvernement qualifie d'« extrémisme de gauche », et m'intéresse aux éclairages que cela apporte sur la démocratie indienne.

L'offensive actuelle du pouvoir indien contre les guérillas maoïstes affiliées au Parti communiste (maoïste) d'Inde – connues sous le nom de « naxalites » – dure depuis dix ans. Si la première phase du mouvement naxalite, qui a débuté dans les années 60 et a été brutalement réprimée dans les années 70, a pu faire l'objet d'études et de recherches, en revanche on trouve encore peu de livres consacrés à la phase actuelle du mouvement. Cela peut s'expliquer par la difficulté à mener des recherches dans un domaine aussi contesté et sécurisé mais aussi parce que le mouvement se concentre désormais parmi les populations indigènes ou les *scheduled tribes* (tribus répertoriées) et *scheduled castes* (castes répertoriées, ou intouchables) des zones rurales ou forestières, par contraste avec la première phase du mouvement naxalite, qui comptait également des partisans parmi les classes moyennes, les citadins et les étudiants. Aujourd'hui, la plupart des informations sur le conflit proviennent de journalistes qui ont voyagé aux côtés des maoïstes, ou de comptes rendus établis par des groupes de réflexion sur les questions de sécurité.

Bien que le mouvement maoïste soit présent dans plusieurs États du pays, l'épicentre du conflit se trouve dans une région couverte de forêts et riche en minéraux, essentiellement habitée par des Adivasis ou peuples indigènes – une région qui couvre quelque 39.114 kilomètres carrés dans l'État du Chhattisgarh, dans le centre du pays. À l'origine, les maoïstes étaient venus dans cette région depuis l'État voisin de l'Andhra Pradesh dans le but de s'éloigner de la répression dont ils étaient victimes, mais les populations locales se sont mises à formuler leurs propres revendications. À partir des années 80, les maoïstes ont mis en place ce qui s'apparente pratiquement à un État parallèle – distribuant les terres, organisant des groupes de travail collectif, réglant les différends, taxant les entrepreneurs, et s'immisçant dans les détails de la vie privée – mais au fur et à mesure que les villageois participaient à la formation de l'État maoïste, ils l'ont infléchi en fonction de leurs propres traditions culturelles.

En juin 2005, le gouvernement central et le gouvernement de l'État de Chhattisgarh ont créé une milice appelée la Salwa Judum (littéralement, « chasse de purification ») dans les régions sud et ouest de Bastar, en la présentant comme un « mouvement populaire » spontané contre la violence naxalite. Cette campagne a été favorisée par la configuration des classes sociales propre à la région : le racisme des colons à l'encontre des populations indigènes a accentué et encouragé la politique de modernisation engagée par l'État, qui repose sur le déplacement des populations indigènes au profit des activités minières et industrielles. Les leaders de la Salwa Judum étaient principalement des immigrants non indigènes ou les clients de puissants dirigeants politiques du parti au pouvoir Bharatiya Janata Party (BJP) ou du Parti du Congrès qui se sentaient menacés par les maoïstes – considérés comme l'obstacle principal aux projets d'exploitation minière et d'investissement dans la région.

Entre 2005 et 2007, les combattants de la Salwa Judum, secondés par des forces de sécurité, ont incendié des maisons, pillé et emporté céréales, bétail et argent, violé et tué des villageois. Les maoïstes ont riposté en attaquant les forces de sécurité. Environ 50.000 villageois ont été déplacés de force dans des « camps de secours », tandis qu'un nombre équivalent a fui dans les forêts ou les États voisins. Pour les villageois qui ont été déplacés et séparés, il s'agit là d'un des épisodes les plus traumatisants de leur existence, et bien que les populations soient progressivement revenues chez elles à partir de 2007, leur situation reste incertaine.

Officiellement, 2.468 personnes (civils, forces de sécurité et cadres maoïstes) ont été tuées dans le Chhattisgarh entre 2005 et 2016. Le nombre réel est très certainement plus élevé, avec une majorité de victimes en 2005-2007, ou entre 2009 et 2011, pendant l'opération de « la traque verte » (*Green Hunt*), durant laquelle le gouvernement a envoyé sur place les « Forces armées centrales de police » (*Central Armed Police Forces* ou *CAPF*), qui correspondent à l'échelon immédiatement inférieur à l'armée, équipées de drones sans pilote, d'hélicoptères et de tanks anti-mines.

Suivant une pratique courante des opérations antiguerilla, le gouvernement a recruté des maoïstes qui avaient déposé les armes pour identifier leurs anciens camarades, ainsi que des jeunes de la région qui croyaient à tort s'engager dans la police. Faute de pouvoir retourner dans leurs villages, ces agents de la *Special Police* vivent désormais dans des camps réservés aux forces de police tout en étant méprisés par les forces régulières de police. Si certains semblent avoir la gâchette facile, tuant dans le seul but de tuer ou d'obtenir des médailles et de l'argent, d'autres se sentent inexorablement pris au piège dans ce conflit. Quant aux responsables politiques et hauts responsables des services de sécurité, ils apparaissent surtout indifférents à la tragédie humaine qui se joue des deux côtés.

Bastar est aujourd'hui la zone la plus militarisée du pays, avec des camps de sécurité entourés de barbelés tous les 5 à 10 kilomètres. Même s'il est généralement admis que le manque de services de santé de base et d'éducation, ainsi que l'exploitation, sont les causes principales du soutien des populations aux maoïstes, les dépenses publiques consacrées aux mesures de sécurité dépassent largement les dépenses sociales.

Étant donné les similitudes avec d'autres campagnes antiguérilla, il convient de se demander s'il y a une différence entre une campagne antiguérilla menée dans une démocratie et celle menée dans un régime militaire ou colonial. Comment les institutions et acteurs en jeu – des partis politiques aux organisations de défense des droits de l'homme, en passant par les médias et la justice – ont-ils réagi ?

L'action parlementaire n'a eu aucune incidence sur le conflit dans la mesure où les deux partis majoritaires, le Parti du Congrès et le BJP, l'ont tous deux soutenu. Les députés locaux du Parti communiste indien ont joué un rôle déterminant, et ce en dépit d'une très forte répression, mais ils n'ont pas beaucoup de poids à l'échelle nationale. De leur côté, des institutions statutaires comme la Commission nationale des Droits de l'Homme non seulement ne se sont pas intéressées à la question, mais se sont montrées particulièrement conciliantes, tandis que les élections régulières et la présence d'institutions pour l'obtention de réparations sont considérées comme une forme de légitimation de l'État, qu'elles soient ou non efficaces ou démocratiques.

Alors que les médias indiens sont à la fois libres et dynamiques, certaines considérations liées à l'intérêt et à l'affect – à savoir les intérêts commerciaux des organes de presse et le fait qu'ils préfèrent éviter de trop contrarier le gouvernement, le fait que les régions où interviennent les opérations antiguérilla sont habituellement des zones éloignées des centres urbains, et le fait qu'il n'y a pratiquement pas de journalistes issus des populations indigènes ou de basse caste – font que les violations massives des droits de l'homme dans les opérations antiguérilla ne font tout simplement pas partie des grands sujets de préoccupation nationaux. Selon le moment, Bastar a tantôt été entièrement négligé dans les médias, tantôt fait l'objet d'une couverture médiatique relativement abondante, sans pour autant porter le gouvernement à rendre des comptes. Les différences structurelles entre les médias anglophones et hindiphones, ces derniers opérant dans des conditions économiques et politiques plus difficiles, ont également eu une incidence sur la couverture médiatique.

Les organisations de défense des droits de l'homme ont joué un rôle essentiel pour révéler les abus, négocier la libération d'otages auprès des maoïstes et orienter le débat sur la violence de l'État et de la guérilla. En même temps, le fait que les activistes des droits de l'homme ba-



Des villageois parcourent de longues distances à pied pour manifester contre la Salwa Judum. Photographie local anonyme.

sés en ville s'en remettent de plus en plus aux réseaux sur Internet contribue souvent à faire perdre de vue les enjeux principaux présents sur le terrain. Dans le Chhattisgarh, le soutien de l'État aux milices privées s'est accompagné de la promulgation d'une loi antiterroriste illimitée dans le temps. Alors que l'arrestation, dans le cadre de cette loi, d'un médecin qui est aussi un défenseur des libertés publiques reconnu a suscité un certain émoi au sein des réseaux de la classe moyenne, la campagne engagée pour sa libération n'a pratiquement eu aucun effet pour les populations indigènes, qui sont restées la cible directe des violences antiguérilla, sans aucun espoir de résolution.

Alors que les tribunaux locaux ont montré des défaillances systémiques, à l'origine de forts taux d'incarcération de villageois ordinaires et d'une surpopulation dans les prisons du Chhattisgarh, la Cour suprême indienne a joué un rôle important dans la reconnaissance des violations généralisées perpétrées dans le district de Bastar. Mais les interminables lenteurs et ajournements, comme la propension de l'État à simplement ignorer les ordres de la Cour, ont fait que le message de cette dernière ne s'est pas traduit sur le terrain par plus de justice. Malgré une injonction formelle adressée à l'État indien en 2011 de mettre fin à des milices privées comme la Salwa Judum, de cesser de recruter parmi les populations locales pour les opérations antiguérilla, d'indemniser les victimes et de punir les responsables de violations, l'État a poursuivi ses violations, au mépris absolu des décisions de la Cour.

Depuis l'avènement du régime de Modi en 2014, plusieurs éléments de la Salwa Judum ont été réactivés ; pour le BJP, les milices soutenues par l'État s'inscrivent dans une stratégie politique normale dans l'ensemble du pays. Pourtant, la population continue de croire et de lutter pour le projet démocratique, même si la démocratie telle qu'elle est aujourd'hui laisse beaucoup à désirer. ■

Toute correspondance est à adresser à Nandini Sundar
<nandinisundar@yahoo.com>

> Le totalitarisme turc, indicateur d'une tendance ?

Cihan Tugal, Université de Californie à Berkeley (États-Unis)



Ankara a violé à l'été 2015 le cessez-le-feu durement obtenu en 2013 entre les autorités turques et le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan).

Le brusque virage autoritaire de la Turquie a surpris nombre d'observateurs. Il n'y a pas si longtemps, le pays se distinguait en effet comme un exemple de libéralisme politique au sein d'une région sujette à de fortes turbulences. Les analystes cherchent à présent les causes de cette transformation dans la personnalité du président Erdogan ou les particularités de la culture turque.

Or une analyse du succès du libéralisme en général apporte davantage d'indices (et de motifs de préoccupation

pour les démocraties occidentales). Il fut un temps où la « démocratie libérale » était considérée comme la plus belle réussite de l'humanité. Mais si le « libéralisme » représente l'apothéose de la propriété et la liberté individuelles, ce qui à notre époque va de pair avec la (néo-) libéralisation (privatisation des biens, restructuration de l'État-providence en vue de rendre les individus autonomes, et financiarisation), le cas de la Turquie montre que libéralisation et démocratisation ne peuvent avancer de concert que pendant un certain temps, en fonction de facteurs comme la capacité de répression et d'inté-

>>

gration de l'État, et les potentialités politiques et de la société civile.

Les récents événements en Turquie peuvent servir d'avertissement pour le reste du monde. Jadis, les intellectuels croyaient que les pays les moins développés pouvaient prévoir leur avenir en se basant sur les expériences des nations capitalistes les plus dynamiques. Mais après la crise des années 30, ils furent nombreux à affirmer que l'inverse pouvait aussi être vrai : les Européens ont en définitive expérimenté ce que les autochtones avaient vécu pendant la colonisation. L'émancipation des masses d'une part, et la propriété et la liberté individuelles d'autre part, se sont minées l'une l'autre à un moment critique de notre histoire (celui de l'entre-deux guerres). Ces deux grandes causes vont-elles à nouveau se détruire mutuellement ?

> Un modèle de libéralisme en trompe-l'œil

La Turquie était traditionnellement le pays le plus laïc et démocratique du Moyen-Orient. Illusoire, ce caractère exceptionnel reposait en fait sur la démocratisation de la doctrine « kémaliste » par les partis conservateurs. Depuis les années 50, plusieurs partis de centre-droit ont progressivement libéralisé le régime nationaliste, corporatiste et laïc que Mustafa Kemal avait mis en place dans la première moitié du XX^e siècle. Dans les années 2000, une nouvelle organisation politique, le Parti de la Justice et du Développement (AKP), a popularisé plus avant le programme du centre-droit, en combinant les traditions conservatrices et islamiques du pays – une réorientation qui a déclenché l'enthousiasme de la population et des intellectuels pour des réformes néolibérales qui, dans les années 70, n'avaient pourtant suscité à travers le pays que de l'indifférence, quand ce n'était pas une franche opposition.

Cependant, il y avait une zone d'ombre à cette réussite éclatante. Le récit dominant, qui continue à présenter la libéralisation de la Turquie des années 2000 comme un « modèle », passe sous silence la répression exercée à l'encontre des groupes qui remettent en question la version du gouvernement : les Alévites, les travailleurs en grève, les défenseurs de l'environnement, les gauchistes, et occasionnellement les Kurdes. Aussi bien le monde occidental que les libéraux turcs ont choisi de minimiser les choix sectaires et culturels de l'AKP, la répression étant perçue comme le prix à payer pour les réalisations du Parti, à savoir un taux de croissance élevé et la mise à l'écart de l'armée kémaliste autrefois dominante. La destruction de l'environnement, les décès de travailleurs, les bas salaires, la dépolitisation, la désyndicalisation, le sectarisme grandissant des sunnites, la violence patriarcale ainsi que les déplacements urbains engendrés par ces réalisations (ou qui les ont tout au moins accompagnés et renforcés) ont été quasiment ignorés.

Pendant les deux premières mandatures de l'AKP, la libéralisation politico-économique a été à l'origine de

nombreuses revendications et a en même temps ouvert la voie à la contestation de celles-ci. Pendant l'été 2013, les mouvements écologistes et urbains, dont le développement était jusque-là passé inaperçu, sont sortis de leurs frontières habituelles. Lorsque des collectifs spontanés de féministes, des Alévites et des mouvements laïcs les ont rejoints, on a assisté au soulèvement urbain le plus important de l'histoire de la Turquie : la rébellion de la Place Gezi. Mais bien que des millions de citoyens aient participé à la protestation, ils n'ont pas su créer une plateforme politique commune. Les leaders syndicaux et kurdes n'ont apporté qu'un soutien limité aux protestations de la Place Gezi, tandis que les principaux collectifs de gauche ont, dans le meilleur des cas, mollement essayé de donner au soulèvement une orientation plus politique. Dans les années qui ont suivi, ces trois forces ont payé cher ce mélange d'hésitations, de confusion et d'incapacité.

En 2013, consternés par le virage islamiste et autoritaire de plus en plus prononcé du gouvernement, de nombreux libéraux se sont rangés du côté de la révolte et ont essayé de la faire évoluer dans un sens progressiste ; sans aucun succès, les manifestants se montrant incapables d'élargir leur programme au-delà de l'objectif initial des protestations, à savoir préserver de la destruction Gezi, le parc urbain le plus central de la capitale.

> La mutation du libéralisme en totalitarisme

Malgré le caractère diversifié de la révolte, le gouvernement s'en est tenu à la version de la conspiration, et a violemment réprimé la rébellion. Par la suite, le parti gouvernemental est devenu non seulement plus autoritaire, mais aussi plus totalitaire, mobilisant sa base contre toute expression d'opposition.

Pourquoi cette transformation s'est-elle produite ? Le libéralisme multiplie les foyers de tension sociale plutôt que de les contenir – à la différence du corporatisme. Les régimes qui sont structurellement plus forts sont à même de contenir, d'absorber, et de contrôler les tensions sans remettre en cause le principe du libéralisme. À l'inverse, les États qui sont plus faibles sont moins armés pour gérer les tensions qui peuvent exploser dans le contexte du libéralisme. En particulier lorsqu'un régime est confronté à une forte opposition, les institutions en place et la répression peuvent ne pas suffire à contrôler les mouvements de protestation. Dans ces cas-là, les élites peuvent être tentées de recourir à la contre-mobilisation, préparant le terrain pour le totalitarisme – une évolution déterminée non seulement par les appels à l'action des élites, mais aussi par l'existence de groupes politiques et de citoyens prêts à y répondre.

De tels réseaux étaient largement disponibles pour l'AKP, qui s'appuyait sur ce qui constituait les fondements du parti lors de la mobilisation islamiste des années 60 aux



Le coup d'État manqué du 16 juillet 2016 en Turquie a fait le jeu d'Erdogan, en ouvrant la voie à un renforcement de son autoritarisme.

années 90. Après 2013, face à ce qu'il percevait comme une menace grandissante, le régime turc est passé de ce que j'appelle un « totalitarisme souple » à un « totalitarisme dur », en se mobilisant dans un premier temps contre les Alevites, les grévistes, les défenseurs de l'environnement et les socialistes, et enfin les progressistes.

Paradoxalement, la purge la plus dure après 2013 a visé un groupe islamiste progressiste, la confrérie Gülen – elle-même un acteur majeur du totalitarisme souple, qui avait pénétré les institutions l'une après l'autre, les débarrassant discrètement de figures de l'ancien régime, d'Alevites et de militants de gauche. Le groupe avait organisé ces purges sans fanfare, à l'opposé de ce qui se fait aujourd'hui avec les expulsions largement médiatisées et mises en scène par le pouvoir. Il y avait bien eu des affrontements entre la confrérie Gülen et d'anciens cadres islamistes quant à la manière de se partager les bénéfices du pouvoir, mais la situation n'a dégénéré qu'à partir du moment où les relations d'Erdogan avec Israël sont devenues plus tendues. Fethullah Gülen (un prédicateur ayant des liens très étroits avec les groupes de pression américains et d'autres centres de pouvoir occidentaux) se méfiait déjà du discours anti-Israélien d'Erdogan. Mais ce qui a changé la donne, c'est la tentative par une association caritative turque, soutenue par Erdogan, de forcer le blocus de Gaza. Dans une interview publiée dans *The Washington Post*, Gülen a déclaré cette action peu conforme à l'islam au motif qu'elle défiait l'autorité. Après cela, les deux composantes du « premier » Parti de la Justice et du Développement se sont progressivement séparées – une évolution qui a coûté très cher au gouvernement car il n'avait pas de cadres de haut niveau pour occuper les postes clés des institutions de l'État. Ceci a accentué les tendances du régime et sa dépendance à l'égard des mobilisations de masse et du fanatisme.

À cette poussée nationale vers le totalitarisme, s'est ajoutée une dynamique liée à la situation dans l'ensemble de la région, les révolutions arabes ayant suscité de nouveaux espoirs parmi les réseaux islamistes dormants de Turquie. À l'exception de petits groupes de progressistes à droite et de radicaux à gauche, les islamistes turcs avaient toujours rêvé de rétablir l'Empire ottoman. Au cours de la décennie précédente, les leaders de l'AKP avaient mis un

frein à leur militantisme en ce sens, se limitant à combiner pragmatisme politique et espoir de nouveaux gains politico-économiques, mais entre 2011 et 2013, les ambitions impériales à peine contenues du parti se sont renforcées, jusqu'à devenir impossibles à contrôler.

Les soutiens progressistes et occidentaux de l'AKP avaient espéré que les vieilles inclinations impériales du Parti pourraient être contrôlées dans le cadre d'un régime de *soft power*, une promesse contenue dans les deux doctrines de l'ancien universitaire, ministre des Affaires étrangères puis Premier ministre Ahmet Davudoglu (« Zéro problème avec les voisins limitrophes » et « Profondeur stratégique »). Au départ, il semblait que les soulèvements arabes seraient à même de consolider les efforts de Davudoglu, mais celui-ci a fait l'objet d'une purge en 2016. Pourquoi ? En raison de la personnalité d'Erdogan ? Pas vraiment. Si le régime avait été capable de tirer parti du Printemps arabe comme il l'espérait, il n'aurait pas eu besoin de renoncer au *soft power*. En Turquie comme dans beaucoup d'autres puissances capitalistes en expansion, les liens entre le pouvoir et le monde des affaires visaient à augmenter la présence de la Turquie sur les marchés étrangers. Mais en raison des mouvements sociaux, de la fragmentation politique, et enfin des guerres civiles et des interventions militaires, l'Égypte, la Libye et la Syrie – les débouchés arabes les plus naturels pour les capitalistes turcs – ne semblaient plus si propices aux affaires. Ces blocages géopolitiques et socioéconomiques, auquel s'ajoutait un marché mondial en contraction, ont eu pour résultat de réduire l'expansionnisme économique turc. Le régime avait désormais nettement moins de liquidités à redistribuer à sa base – créant de nouveaux problèmes à la fois pour la classe qui s'était développée d'hommes d'affaires islamiques en Turquie et pour les programmes de protection sociale, qui avaient permis au pouvoir de gagner le soutien des populations urbaines pauvres. Ayant moins la possibilité de recourir aux bénéfices économiques, le régime a accentué ses références islamiques.

En Syrie, les efforts économiquement rationnels initialement opérés par la Turquie afin de destituer Assad et ouvrir la voie à un gouvernement islamique plus favorable aux affaires, ont été compromis par la tentative sectaire de construire un État sunnite à tout prix. Les erreurs de

>>

calcul de la Turquie ont contribué à la naissance de l'État islamique (EI), qui est d'abord apparu comme un contre-poids utile face aux Kurdes, mais qui ensuite a miné la stabilité, le tourisme et les perspectives commerciales de la Turquie, y compris dans l'ouest et le sud du pays. Qui plus est, la coopération perçue entre les djihadistes anti-Assad et l'unique démocratie islamique du Moyen-Orient a contribué à conforter la version occidentale d'une incompatibilité de l'Islam avec la démocratie.

Les implications se mesurent à l'échelle globale. L'aventurisme de la Turquie a détruit la Syrie, conduit à une vague historique d'immigration vers l'Europe, et par voie de conséquence à la plus forte mobilisation d'extrême droite que le continent européen ait jamais connue depuis la Deuxième Guerre mondiale. En partie encouragée par les peurs que suscitent l'islamisme militant, la montée de l'extrême droite en Europe a envoyé un signal très clair à la Turquie : devenir membre de l'Union européenne n'est plus d'actualité. C'était devenu clair dès 2006, mais le gouvernement turc n'a guère modifié ses objectifs jusque dans les années 2010, lorsqu'à la perte de l'espoir d'intégrer l'Union européenne se sont ajoutées les autres dynamiques qui menaçaient la voie progressiste. Au moment où les Arabes se sont soulevés au nom de la liberté (une aspiration que les élites turques espéraient pouvoir manipuler au profit de leurs ambitions commerciales et impériales), les islamistes turcs ont perdu leur intérêt de longue date à courtiser l'Europe.

> **Comment le cas ture pourrait se reproduire ailleurs**

Même si certaines de ces dynamiques sont propres à la Turquie, les structures d'ensemble qui sont en train d'ébranler le libéralisme dans le monde entier pourraient bien générer d'autres cas similaires à la Turquie – notam-

ment parce que nombre de ces dynamiques impliquent des interactions entre (et à l'intérieur) des régions et des nations, ainsi que des interactions entre des processus à l'échelle nationale et mondiale. Élément plus important encore, le net virage des milieux islamiques internationaux à droite a créé des ondes de choc à travers l'Occident, poussant non seulement les gouvernements à jouer la carte sécuritaire mais également les mouvements d'extrême droite à se mobiliser. Ce cercle vicieux a en outre des fondements structurels plus globaux.

Les deux grands cycles de libéralisation de l'histoire moderne se sont manifestés à l'échelle mondiale. Dans un cas comme dans l'autre, la désintégration s'est produite et se produit à un niveau aussi bien mondial que local. Après les années 20, l'effondrement du libéralisme classique a conduit à un « libéralisme intégré » aux États-Unis et en Europe occidentale, et à des États extrêmement répressifs ou à un totalitarisme de masse dans les pays d'Europe de l'Est. Étant donné la faiblesse des potentialités sociales et l'accroissement de la sécurisation à travers le monde, le libéralisme intégré apparaît de moins en moins comme une possibilité face à l'actuelle menace d'effondrement.

À moins que les intellectuels, responsables politiques et activistes ne réussissent à construire une alternative mondiale solide, la mobilisation des masses pourrait dans les prochaines années donner naissance à de nouveaux États totalitaires durables, y compris en Occident. L'expérience de la Turquie fait figure d'avertissement pour tous : les révolutions manquées engendrent généralement des régimes plus monstrueux. En particulier dans le contexte actuel, s'il n'y a pas de programmes solides et des organisations politiques qui se développent à l'issue de nouveaux mouvements Gezi, Occupy ou des Indignés, le coût pourrait être très élevé pour tout le monde. ■

Toute correspondance est à adresser à Cihan Tuğal <ctugal@berkeley.edu>

> Brésil : Fin du lulisme et révolution de palais

Ruy Braga, Université de São Paulo (Brésil) et membre du comité de recherche de l'ISA sur les Mouvements de Travailleurs (RC44)



« Coup d'État parlementaire » au moment du vote par la Chambre des députés pour destituer la Présidente du Brésil, Dilma Rousseff.

Les analyses de l'actuelle crise politique et économique au Brésil mettent généralement l'accent sur les « erreurs » de politique économique commises par le gouvernement de la Présidente Dilma Rousseff, du Parti des Travailleurs (PT), et héritées de son prédécesseur, Luiz Inácio Lula da Silva. S'il est vrai que certaines décisions gouvernementales ont pu affecter la dynamique du conflit distributif brésilien, l'influence de la régulation

politique est insuffisante pour éclairer la complexité de la crise actuelle. Ce type d'explication a tendance à négliger les changements intervenus dans la structure des classes sociales pendant la présidence de Lula (2002-2010) ainsi que les répercussions de la crise économique internationale. En effet, ce type d'analyse ne permet pas d'expliquer comment le rapport entre régulation politique et accumulation économique a non seulement échoué à apaiser les conflits de

classe mais a même contribué à les radicaliser.

> Des cycles de grèves

Dans le monde du travail, l'échec d'un accord entre classes subordonnées et classes dominantes débouche souvent sur une vague de grèves. Suivant les dernières données disponibles du Système de Suivi des Grèves du Département intersyndical d'Études statistiques et socioécono-

>>

miques (SAG-DIEESE), les travailleurs brésiliens ont mené en 2013 un nombre de grèves sans précédent, avec un total de 2050 grèves – c'est-à-dire 134% de plus que l'année précédente, ce qui représente un record historique. Le pays a ainsi connu une tendance inverse à la forte baisse des grèves des 20 années précédentes, tandis que le mouvement syndical a retrouvé au moins une partie de son dynamisme politique. Dans plusieurs capitales d'État, les grèves d'employés de banque sont devenues habituelles. Les enseignants, fonctionnaires, métallurgistes, travailleurs du bâtiment, conducteurs de bus et de train et contrôleurs ont également accru leur mobilisation syndicale entre 2013 et 2015. Les grèves de travailleurs du secteur privé sont également en nette augmentation depuis 2012.

En 2013, les grèves dans le secteur privé représentaient 54% du total. À signaler en particulier une explosion des actions revendicatives dans le secteur des services, parmi les travailleurs non qualifiés ou peu qualifiés – dont beaucoup travaillent en sous-traitance, sont sous-payés, soumis à des contrats précaires et sans que soient respectés leurs droits conventionnels du travail. Outre les huit grèves nationales organisées par les employés de banque, les travailleurs des secteurs du tourisme, de l'entretien, des soins privés de santé, de la sécurité, de l'enseignement et de la communication ainsi que des transports, se sont particulièrement mobilisés.

De manière générale, l'activité syndicale s'est accrue en dehors des catégories d'employés traditionnellement perçus comme des piliers du militantisme syndical. Même dans le secteur public, les grèves se sont multipliées parmi les employés municipaux, qui comptent habituellement parmi les travailleurs les plus précaires de l'administration publique. Que ce soit dans le secteur privé ou public, l'activité revendicatrice s'est globalement déplacée du « centre vers la périphérie » du mouvement

syndical, entraînant la mobilisation accrue d'un précaire urbain.

Étant donné l'ampleur de ce cycle de grèves, il peut s'agir là de l'explication la plus sous-estimée de la crise politique actuelle : les classes dirigeantes n'ont tout simplement pas besoin d'une bureaucratie syndicale qui s'est révélée incapable de contrôler sa base. De ce point de vue, le seul projet crédible de la classe dirigeante consisterait à rétablir l'accumulation capitaliste en accentuant la dépossession sociale, c'est-à-dire en s'attaquant aux droits des travailleurs.

À la fois le cycle actuel de grèves et les vicissitudes que connaissent les classes subalternes brésiliennes révèlent les limites et les ambiguïtés inhérentes au projet « luliste ». Pour mieux appréhender les contradictions de ce projet, il est nécessaire d'analyser les limites d'une hégémonie du PT qui a été précaire tout au long de ces 13 dernières années.

> Une hégémonie précaire

Considéré comme un *mode de régulation* des conflits de classe, le lulisme représentait un type de relation sociale hégémonique reposant sur l'articulation entre deux formes différentes quoique complémentaires d'adhésion, qui, ensemble, ont donné lieu à une décennie de relative paix sociale dans le pays. D'un côté, les classes subalternes brésiliennes ont fourni une *adhésion passive* à un projet gouvernemental piloté par la bureaucratie syndicale qui assurait des concessions modestes quoique réelles aux travailleurs – le temps d'une période d'expansion économique.

Le *subprolétariat semi-rural* a bénéficié du programme *Bolsa Família*, passant de l'extrême pauvreté au seuil officiel de pauvreté. Le précaire urbain a également été séduit par des augmentations du salaire minimum supérieures à l'inflation, et par la régularisation du marché du travail et la création d'emplois. Les travailleurs

syndiqués ont bénéficié d'un marché du travail en pleine expansion, obtenant grâce à la négociation collective de nouvelles hausses de salaires et de nouveaux avantages.¹

Du moins jusqu'à l'élection présidentielle de 2014, le PT a allié une politique de redistribution, la création d'emplois formels et un accès plus élargi au crédit, ce qui a contribué à une légère déconcentration de la répartition du revenu national. Dans un pays réputé pour ses inégalités sociales, cette modeste avancée a suffi à garantir l'adhésion des classes subalternes à la politique de régulation luliste.

D'un autre côté, le gouvernement du PT a su associer les intérêts des bureaucrates syndicaux, des leaders des mouvements sociaux et d'une classe moyenne intellectualisée, créant ainsi les bases nécessaires à une *adhésion active* au lulisme organisée autour de l'appareil d'État. Des milliers de syndicalistes ont été absorbés dans des fonctions de conseil au sein du parlement ou affectés à des postes dans des ministères ou des entreprises publiques ; certains bureaucrates syndicaux se sont retrouvés à des postes stratégiques dans les conseils d'administration d'importants fonds de pension gérés par l'État comme des fonds d'investissement. Des membres ou sympathisants du PT ont également été nommés à des postes de direction dans les trois principales banques brésiliennes : la Banque nationale de Développement (BNDES), la Banque du Brésil et la *Caixa Econômica Federal*.

Le syndicalisme luliste est ainsi devenu non seulement un administrateur actif de l'État bourgeois mais aussi un acteur clé dans l'affectation de l'investissement capitaliste dans le pays. Dans la mesure où ce pouvoir politico-administratif n'implique pas la propriété privée du capital, la position sociale privilégiée de la bureaucratie syndicale était sous le contrôle de l'appareil d'État. Et pour perpétuer ce contrôle, il fallait prendre en compte à la fois les intérêts de ses

alliés historiques (les niveaux intermédiaires de la bureaucratie et la petite bourgeoisie intellectualisée) et de ses ennemis historiques (les secteurs hostiles de la bureaucratie et les groupes sectaires qui défendent des intérêts corporatistes).

Bien que cette stratégie ait été rendue plus complexe du fait de l'assimilation par le gouvernement du PT des règles antidémocratiques du jeu électoral brésilien – notamment la tentative pendant le premier mandat de Lula d'acheter directement le soutien de députés – en 2014, l'hégémonie luliste était parvenue avec succès à renouveler à la fois l'*adhésion passive* des masses et l'*adhésion active* des dirigeants syndicaux et chefs de file des mouvements sociaux.

> Les contradictions du lulisme

Cependant, des contradictions sur le plan social étaient déjà manifestes durant les années d'expansion économique, entre 2003 et 2014, présageant la crise actuelle. Malgré une progression spectaculaire de l'emploi salarié formel, environ 94% des emplois créés pendant les dix premières années de pouvoir du PT ont donné lieu à une rémunération inférieure à 1,5 fois le salaire minimum mensuel (l'équivalent d'environ 250 dollars mensuels). En 2014, alors que l'activité économique commençait à ralentir, environ 97,5% des nouveaux emplois créés se trouvaient dans cette catégorie, et étaient principalement occupés par des femmes, des jeunes et des Noirs – autrement dit, par des travailleurs qui traditionnellement gagnaient moins et souffraient plus de discrimination.

Parallèlement, chaque année voyait le nombre d'accidents et de décès au travail augmenter, tout comme le taux de rotation du personnel, ces deux phénomènes indiquant clairement une détérioration de la qualité de l'emploi. L'aggravation de la crise économique et le passage à une politique d'austérité pendant le



L'ancien président Lula et la Présidente Rousseff destituée, leaders du Parti des Travailleurs qui a régné pendant 13 ans sur le Brésil.

deuxième gouvernement de Dilma Rousseff constitué en 2014, ont accentué ces tendances régressives, poussant les travailleurs syndiqués à se mettre en grève.

Bien qu'il commençât déjà à faiblir, c'est le soutien du prolétariat précaire qui a assuré la victoire de Dilma Rousseff au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2014 ; ce soutien portait cependant du principe que le gouvernement du PT défendrait l'emploi formel (quoique de faible qualité et mal rémunéré). Mais la contraction cyclique causée par la réduction des dépenses de l'État a entraîné une augmentation du chômage à la fois parmi le précaire urbain et la classe ouvrière organisée : d'après les données les plus récentes, le taux de chômage au Brésil est passé au cours des douze derniers mois de 7,9% à 10,2%.

D'un autre côté, les classes moyennes traditionnelles ont évolué vers un programme et une politique économiques marqués à droite – y compris parmi ceux qui avaient été alliés au PT et à la CUT (la principale fédération syndicale du Brésil), du moins jusqu'au scandale de 2005 des pots-de-vin versés à des élus en échange de leurs votes, connu

comme le « Mensalão ». On imagine aisément pourquoi. Les progrès réalisés en matière de régularisation de l'emploi parmi les employés de maison se sont traduits par des salaires plus élevés dans ce secteur, tandis que le dynamisme du marché du travail entraînait une majoration du coût des services en général – avec des retombées immédiates sur le mode de vie des classes moyennes. Et l'augmentation de la consommation de masse liée à l'augmentation des revenus des ménages les plus pauvres signifiait que les classes populaires « envahissaient » des espaces comme les centres commerciaux et les aéroports, auparavant réservés aux classes moyennes traditionnelles.

Enfin, le nombre croissant de postes à pourvoir par les enfants des classes subalternes dans des universités privées de faible niveau s'est traduit par une compétition accrue pour des postes auparavant réservés aux enfants des classes moyennes. Lorsque le scandale du « Petrolão », lié aux dessous-de-table et au blanchiment de capitaux dans la compagnie pétrolière publique Petrobras, a éclaté au grand jour, le mécontentement des classes moyennes a explosé au travers d'une immense vague

de protestations, mue par des objectifs politiques réactionnaires.

Ainsi, la désintégration du soutien dont bénéficiait le gouvernement Rousseff au Congrès n'est que la face la plus visible d'une crise organique dont les racines sont à chercher dans la structure sociale d'un pays plongé dans une grave récession. Le modèle brésilien de développement, fondé sur la création d'emplois précaires et la déconcentration de la répartition des revenus, ne parvient plus à garantir des bénéfices aux entreprises, et encore moins à attirer l'adhésion des classes subalternes.

> La révolution de palais

Face à l'aggravation de la crise internationale, les principaux représentants des milieux d'affaires brésiliens, entraînés par les banques privées, ont commencé à exiger du gouvernement fédéral qu'il intensifie sa politique d'austérité. Pour les grandes entreprises, les mesures permettant de renforcer l'adaptation à la récession, d'augmenter le chômage et de contenir l'actuelle vague de grèves, apparaissent comme une étape nécessaire pour mettre en place diverses réformes impopulaires, telles qu'une réduction des prestations sociales et des droits des travailleurs.

Ce projet a été alimenté par l'effritement actuel du gouvernement du PT. Les mesures d'austérité mises en place au début du deuxième mandat de Dilma Rousseff ont trahi les attentes de 53 millions d'électeurs qui avaient été séduits par ses promesses de campagne de protéger l'emploi et de maintenir les programmes sociaux et les droits des travailleurs. L'impopularité du deuxième gouvernement de Rousseff qui en a découlé a par la suite été renforcée par le mécontentement des classes moyennes face à la réduction des inégalités entre les classes sociales. Lorsque la police fédérale a décidé avec l'opération *Lava Jato* de se concentrer exclusivement sur les responsables politiques du PT impliqués dans les affaires de corruption de Petrobras, les Brésiliens sont descendus dans la rue réclamer la chute du gouvernement.

Cette mobilisation a incité les partis politiques qui avaient perdu les élections en 2014 à s'engager dans une procédure de destitution. Les négociations entre le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB) et le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) se sont intensifiées, jusqu'à ce qu'ils se rassemblent autour du manifeste politique de ce dernier intitulé « Un pont vers l'avenir » – lequel contient avant tout la

promesse d'assurer le paiement de la dette publique aux banques, au détriement des dépenses dans l'éducation, la santé et les programmes sociaux.

De manière plus significative, les forces politiques conservatrices ont choisi de renverser le gouvernement non pas en raison de ce que Rousseff avait fait pour les secteurs les plus démunis de la population mais en raison de ce qu'elle n'avait pas fait pour le milieu des affaires : des mesures d'austérité encore plus radicales, qui auraient nécessité de modifier la Constitution, de réformer la sécurité sociale et de revenir sur des droits essentiels des travailleurs. De l'autre côté, les syndicats, pour la plupart contrôlés par le PT, restent engagés dans un cycle historique de grèves.

Le Brésil se retrouve donc actuellement dans une impasse : le coup d'État se heurte à une forte résistance populaire qui promet de s'intensifier, alors même que des mesures régressives prises par un gouvernement illégitime sont adoptées par le Congrès et qu'une période de luttes sociales sans précédent semble inévitable. ■

Toute correspondance est à adresser à Ruy Braga
<ruy.braga@uol.com.br>

¹ Au sujet des activités de ces trois segments des classes subalternes brésiliennes au cours de la dernière décennie, voir : André Singer, *Os sentidos do lulismo: reforma gradual e pacto conservador* (São Paulo, Companhia das Letras, 2012); Ruy Braga, *A política do precariado: do populismo à hegemonia lulista* (São Paulo: Boitempo, 2012); et Roberto Vêras de Oliveira, Maria Aparecida Bridi et Marcos Ferraz, *O sindicalismo na Era Lula: paradoxos, perspectivas e olhares* (Belo Horizonte, Fino Traço, 2014).

> Les travailleurs face au retour du néolibéralisme en Argentine

Rodolfo Elbert, Conicet et Université de Buenos Aires (Argentine), et membre du comité de recherche de l'ISA sur les Mouvements de Travailleurs (RC44)



Dans le nord du Grand Buenos Aires, des travailleurs des entreprises industrielles manifestent contre les licenciements.
Photo de Sebastián Lineros.

Le 22 novembre 2015, les Argentins ont élu Mauricio Macri à la présidence du pays pour la période 2015-2019, avec une avance d'un peu moins de 3% sur son adversaire. La victoire de Macri sur le candidat péroniste Daniel Scioli marque la fin de plus d'une décennie de kirchnérisme (2003-2015) : après une période marquée par un interventionnisme accru de l'État dans l'économie nationale et par une redistribution limitée de la richesse, un candidat de centre-droit qui a axé son discours sur la lutte contre la corruption se retrouve désormais à la tête du pays.

Pour expliquer cette victoire il a surtout été fait état de la mobilisation antipopuliste des classes moyennes urbaines et de la stagnation de l'économie argentine mais il faudrait également expliquer la défaite par le changement de politique vis-à-vis des ouvriers de l'industrie. L'origine de la

crise du régime kirchnériste se trouve dans sa combinaison paradoxale de distribution progressive de la richesse et de persistance d'une fragmentation au sein de la classe ouvrière. En s'alliant avec les Kirchner, la bureaucratie syndicale traditionnelle argentine a contribué à établir une citoyenneté industrielle fragmentée, tandis que les syndicats de la base orientés à gauche se sont mobilisés contre la persistance des inégalités. À partir du moment où la stagnation de l'économie a menacé les fondements des programmes limités de redistribution du gouvernement, la fragmentation sociale qui caractérisait une situation que Ruy Braga a qualifié d'« hégémonie précaire », a contribué à la défaite électorale. La résistance à l'offensive néolibérale à venir doit se faire avec le concours de ces mêmes syndicats de la base qui ont combattu l'insécurité économique sous l'administration kirchnériste.

À la fin des années 2000, alors même que la plupart des autres pays commençaient à sortir de la crise financière de 2008, l'Argentine a connu une renaissance d'un autre type : un nouveau mouvement de *sindicalismo de base* (syndicalisme démocratique de la base) semblait augurer une étonnante revitalisation du mouvement des travailleurs, dix ans après que la crise économique de 2001-2002 en Argentine avait semblé annoncer la fin du puissant mouvement syndical du pays. Par exemple, dans le quartier défavorisé de Los Tilos, au nord du Grand Buenos Aires, des habitants ont occupé des terres pour réclamer une amélioration des infrastructures et de l'habitat, et pour presser les entreprises d'arrêter de polluer la rivière avoisinante. Malgré la proximité d'une zone industrielle, la plupart des habitants de ce quartier étaient sans emploi ou travaillaient dans l'économie « informelle ».

Étonnamment, les mouvements de protestation de 2010 à Los Tilos ont été largement soutenus par les organisations syndicales locales, qui représentent des travailleurs du secteur formel, pour la plupart employés dans les industries de la région. Signe de la revitalisation du mouvement des travailleurs, l'activisme avait été piloté dans de nombreuses entreprises du nord du Grand Buenos Aires par des syndicats démocratiques de la base. Mais là aussi, la plupart des syndicats nationaux restaient dirigés par des dirigeants bureaucratiques traditionnels, alliés du gouvernement kirchnériste qui était arrivé au pouvoir en 2003. De manière générale, ces syndicats bureaucratiques ont appliqué une stratégie d'exclusion, ne manifestant que rarement leur solidarité avec les luttes quotidiennes des habitants pauvres des zones urbaines, et laissant souvent des employeurs embaucher des travailleurs vulnérables dans des conditions précaires à partir du moment où les travailleurs permanents étaient bien payés.

Mais le mouvement des travailleurs de la base né à la fin des années 2000 était d'un autre ordre : les syndicats de gauche cherchaient à unifier les luttes des travailleurs

précaires et non précaires sur les lieux de travail, afin de mettre fin aux contrats précaires et doter tous les travailleurs des mêmes droits.

Qu'y avait-il derrière cette nouvelle et surprenante renaissance du mouvement des travailleurs ? Paradoxalement, la politique économique post-néolibérale de l'Argentine a donné lieu à une citoyenneté industrielle inhabituellement fragmentée, soutenue par les syndicats bureaucratiques. Après la désastreuse crise économique et sociale de 2001-2002, la croissance économique a repris en Argentine, à la faveur de la hausse des prix à l'exportation. Dans ce contexte de croissance rapide, le gouvernement péroniste a pu augmenter les taxes sur les exportations agricoles, stimuler la création d'emplois en développant le marché intérieur, et donner son soutien à la négociation de conventions collectives par les syndicats en place.

Une baisse drastique du chômage et une hausse des salaires réels, associées à un financement accru des services publics et à de nouvelles politiques sociales au profit des plus pauvres, se sont traduits par une augmentation de la consommation des classes populaires. En ce qui concerne la structure de l'emploi, ce modèle de croissance économique a permis d'augmenter la part relative des travailleurs salariés de l'industrie par rapport à l'ensemble des travailleurs.

Cette politique de redistribution avait néanmoins ses limites. D'un côté, la croissance économique s'est accompagnée d'une concentration de plus en plus importante du capital, tandis que les grandes entreprises nationales et multinationales augmentaient leurs bénéfices. De l'autre côté, les travailleurs se sont trouvés confrontés à un taux élevé d'emplois informels et précaires. D'après la Base de Données socioéconomiques pour l'Amérique latine et les Caraïbes (<http://sedlac.econo.unlp.edu.ar>), en 2010 en Argentine, 45,5% de la population active travaillait dans le secteur informel – ce qui marquait une amélioration par rapport au record atteint dix ans plus tôt au plus fort de la crise économique, mais restait une source importante d'insécurité de l'emploi et des revenus pour les ménages à faibles ressources.

En 2010, le gouvernement de Cristina Kirchner cherchait encore à sortir de l'impasse néolibérale, en combinant une redistribution limitée de la richesse et le maintien d'une fragmentation de la classe ouvrière. Quelques années plus tard, l'économie argentine a cependant commencé à pleinement sentir les effets de la crise financière internationale. Les prix des matières premières à l'international se sont effondrés, tandis que le gouvernement luttait pour maintenir ses programmes de redistribution limitée. En 2011, l'élite politique péroniste a abandonné son alliance politique avec une partie des syndicats bureaucratiques, en refusant de tolérer les

ambitions politiques du secrétaire général de la Confédération générale du Travail (CGT). La coalition économique et politique mise en place à la faveur de la crise une décennie plus tôt commençait à se désintégrer.

En 2014, la dévaluation du peso argentin et les pressions inflationnistes ont incontestablement entraîné une augmentation de la pauvreté et une baisse des salaires réels. C'est dans ce contexte d'érosion de l'hégémonie précaire du gouvernement que le candidat péroniste Daniel Scioli a perdu l'élection présidentielle face au candidat de droite Mauricio Macri.

Six mois après l'entrée en fonction de Macri, on pourrait définir sa politique comme celle d'une tentative de retour au néolibéralisme. Le gouvernement a imposé une série de réformes favorables au marché, avec notamment des licenciements massifs dans les organismes publics et une réduction des aides dans le domaine des services publics, comme celles qui s'appliquaient auparavant à l'approvisionnement en eau et en électricité. En raison de la dévaluation du peso, la plupart des salaires ne parvenaient pas à suivre le rythme de l'inflation sur les biens de consommation courants, entraînant (comme en 2014) un accroissement considérable de la pauvreté. Parallèlement au vote de nouvelles mesures offensives contre les travailleurs, le gouvernement a considérablement réduit les taxes sur les exportations de produits agricoles et miniers. Le 29 avril, il y a eu une mobilisation nationale pour protester contre les licenciements, mais aucune autre action collective à l'échelle du pays n'a été lancée depuis.

Pourtant, en dépit de cette orientation du gouvernement qui va clairement à l'encontre des intérêts des travailleurs, les dirigeants des grands syndicats nationaux semblent surtout préoccupés par le maintien de leur pouvoir au sein des institutions – et plus intéressés à éviter des procès pour corruption qu'à défendre les droits des travailleurs.

Qu'advient-il du mouvement encore naissant de syndicats de la base qui s'est mobilisé contre l'emploi informel et précaire pendant l'ère kirchnériste ? Est-il possible que des segments plus importants de la classe ouvrière soutiennent dans un avenir proche une stratégie de solidarité avec les travailleurs du secteur informel et les travailleurs précaires ? Il est encore trop tôt pour le savoir, mais il peut être utile de se pencher sur le passé récent. À la fin des années 2000, et ce même dans le contexte peu favorable de l'époque de dégradation de l'emploi et de prépondérance des syndicats bureaucratiques, certains syndicats de la base sont parvenus à forger des alliances fructueuses avec différents segments de la classe ouvrière. Bien que ces syndicats aient rencontré plus de difficultés lorsqu'ils ont essayé de porter la solidarité à l'échelle nationale, il est clair que la capacité du mouvement des travailleurs à faire face au retour du néolibéralisme dépendra de ce type de stratégie. Sinon l'alternative risque fort d'être incarnée par ces dirigeants syndicaux prêts à accepter un nouveau paquet de réformes favorables au marché – ce qui se fera nécessairement au prix d'un appauvrissement toujours plus grand des travailleurs argentins. ■

Toute correspondance est à adresser à Rodolfo Elbert <elbert.rodolfo@gmail.com>

> L'histoire profonde de la droite américaine

Arlie Russell Hochschild, Université de Californie à Berkeley (États-Unis)



18

| Donald Trump en campagne électorale.

À l'instar de ce qui se passe dans de nombreux pays d'Europe, en Inde, en Chine ou en Russie, la droite aux États-Unis progresse. D'une certaine façon, l'évolution culturelle à gauche des États-Unis – un premier président noir, l'éventualité d'une première femme à la tête du pays, le mariage gay – pourrait faire oublier cette montée de la droite. Mais elle est bien réelle. Depuis plusieurs dizaines d'années, les voix conservatrices se font entendre de plus en plus : la chaîne de télévision câblée la plus populaire et le talk-show quotidien le plus écouté à la radio sont fortement orientés à droite. À Washington, à la fois la

Chambre des Représentants et le Sénat sont aux mains des Républicains. Ceux-ci contrôlent également au niveau des États nettement plus d'assemblées législatives que les Démocrates, et comptent aussi plus de gouverneurs d'États. Dans 23 des 50 États du pays, les Républicains détiennent à la fois la majorité aux deux assemblées législatives et le poste de gouverneur (contre 7 pour les Démocrates). Autour de 20% de la population – c'est-à-dire 45 millions de personnes – soutiennent désormais le mouvement farouchement anti-impôts du Tea Party, et ces derniers mois, Donald Trump, le candidat républicain populiste et nativiste à la présidence, a été celui qui a remporté le plus de

>>

votes aux primaires républicaines de toute l'histoire des États-Unis.

S'il y a une chose qui distingue la droite américaine de celle d'autres pays, c'est sa haine du gouvernement fédéral. Elle réclame ainsi une réduction des allocations de l'État, qu'il s'agisse de l'assurance chômage, du Medicaid [le programme fédéral d'assurance-maladie destiné aux familles à faible revenu], des bourses universitaires, des allocations de cantine scolaire et bien d'autres choses encore. Certaines figures influentes du camp républicain réclament l'élimination de départements entiers du gouvernement fédéral – ceux de l'Éducation, de l'Énergie, du Commerce et de l'Intérieur. En 2015, 58 membres républicains de la Chambre des Représentants ont voté en faveur de l'abolition de l'*Internal Revenue Service* [chargé de la collecte de l'impôt au niveau fédéral]. Certains se sont même prononcés pour l'abolition de toutes les écoles publiques.

Parmi la population, ceux qui soutiennent ces leaders ressentent frustration et colère à l'encontre du gouvernement fédéral. La question principale qui m'a amenée à engager une étude ethnographique pendant cinq années en Louisiane – l'un des bastions de la droite américaine – était de comprendre pourquoi. Au fur et à mesure des interviews réalisées pour mon ouvrage *Strangers in Their Own Land: Anger and Mourning on the American Right* [Des étrangers dans leur propre pays : Colère et affliction parmi la droite américaine]¹, l'énigme n'a fait que croître. La Louisiane, deuxième État le plus pauvre du pays, compte proportionnellement plus d'écoles en difficulté et plus d'habitants malades ou obèses que pratiquement tous les autres États du pays. C'est donc un État qui a besoin – et a reçu – des aides du gouvernement fédéral : 44% de son budget provenait du gouvernement fédéral. Dans ce cas, me demandai-je, pourquoi y avait-il tant de partisans du Tea Party remontés contre le gouvernement ? Et comment cette colère – ou

quelque sentiment que ce soit – détermine-t-elle la vie politique ?

Alors que ces questions sont le plus souvent analysées sans tenir compte de l'expérience personnelle des sympathisants de droite, je voulais comprendre cette expérience de l'intérieur. J'ai donc assisté à des réunions des *Republican Women of Southwest Louisiana*, à des offices religieux et à des meetings de campagne. J'ai demandé aux gens que j'ai interrogés de me montrer où ils avaient grandi, où ils avaient été scolarisés, où leurs proches étaient enterrés. Je me suis plongée dans les annuaires des lycées où mes nouveaux amis de Louisiane avaient étudié, j'ai joué aux cartes et été à la pêche avec eux. En tout, j'ai interviewé 60 personnes – dont 40 étaient des sympathisants blancs, âgés et chrétiens du Tea Party. J'ai rassemblé plus de 4.600 pages de transcriptions d'interviews et de notes de terrain.

J'ai également mis au point une méthode de travail. Dans un premier temps, je me suis contentée d'écouter. Puis j'ai élaboré une représentation métaphorique de leur expérience, dénuée de tout jugement ou fait – une sorte de compte rendu de ce ressenti potentiel, que je qualifie d'« histoire profonde ». Je pense qu'à l'origine de toutes nos opinions politiques, il y a cette histoire profonde. Dans le cas qui m'occupe, elle se présente comme suit :

Vous êtes en train de faire patiemment la queue, au milieu d'une longue file d'attente qui mène au haut d'une colline, comme pour un pèlerinage. D'autres à vos côtés vous ressemblent – ils sont blancs, âgés, chrétiens, et en majorité des hommes. Au sommet de la colline, se trouve le Rêve Américain, l'objectif poursuivi par tous ceux qui font la queue. Mais regardez ! Tout à coup vous apercevez des gens qui vous passent devant ! Au moment où ils vous passent devant, vous semblez être ramené en arrière. Comment peuvent-ils faire cela ? Qui sont-ils ?

Beaucoup d'entre eux sont noirs. Grâce à des programmes fédéraux de discrimination positive, ils se voient accorder la priorité pour des places au lycée et à l'université, des stages, des emplois, des allocations sociales et la cantine gratuite. D'autres vous passent également devant – des femmes à l'air arrogant à la recherche d'emplois autrefois réservés aux hommes, des immigrés, des réfugiés, et un nombre de plus en plus important de fonctionnaires du service public payés au prix fort sur vos impôts. Où cela va-t-il s'arrêter ?

Pendant que vous patientez le long de cette file qui n'avance pas, on attend de vous que vous ayez pitié d'eux. Les gens se plaignent : du racisme, de la discrimination, du sexisme. Vous entendez des histoires de Noirs opprimés, de femmes dominées, d'immigrés fatigués, de gays qui n'osent pas déclarer leur homosexualité, de réfugiés désespérés. Mais il y a un moment où vous vous dites qu'il vous faut poser des limites à la compassion humaine – en particulier si certains d'entre eux risquent de vous porter préjudice.

Vous êtes quelqu'un de charitable. Mais maintenant on vous demande de faire preuve de solidarité à l'égard de toutes ces personnes qui vous sont passées devant. Vous-même, vous n'avez pas eu la vie facile, mais – et c'est quelque chose que vous affirmez avec fierté – vous ne vous plaignez pas pour autant ni ne demandez de l'aide. Vous croyez à l'égalité des droits. Mais qu'en est-il de vos droits ? Ne comptent-ils pas aussi ? C'est injuste.

Puis vous voyez un président noir, dont le premier nom de famille est Hussein, qui fait signe à ceux qui vous sont passés devant. Il est de leur côté, pas du vôtre. Et puis, n'est-il pas lui-même de ceux qui vous passent devant ? Comment le fils d'une mère célibataire ayant du mal à joindre les deux bouts peut-il se payer des études à Columbia et Harvard ? Peut-être s'est-il passé quelque chose en secret. Et puis le président et ses par-



À Phoenix, Donald Trump s'adresse à son public sur l'immigration, l'un de ses sujets de prédilection.

tisans démocrates n'utilisent-ils pas votre argent pour leur propre bénéfice ? Vous voulez arrêter la machine – le gouvernement fédéral – que lui et les Démocrates utilisent pour vous faire reculer dans la queue.

Je suis revenue vers les personnes que j'avais interrogées pour leur demander si cette « histoire profonde » restituait bien leur ressenti. Si certaines l'ont modifiée par endroits (« alors on se retrouve dans une autre queue... » ou « c'est notre argent à nous qu'il distribue... »), toutes ont affirmé que cette histoire était la leur. Une personne m'a dit « Votre métaphore, c'est ma vie ». Une autre m'a dit « Vous avez lu ma pensée ».

Que s'est-il passé pour que cette histoire sonne aussi juste ? En un mot : une perte de considération. Généralement, les partisans du Tea Party que j'ai connus n'étaient pas pauvres, mais beaucoup avaient grandi dans la pauvreté et avaient vu de la famille ou des amis sombrer à nouveau dans la pauvreté. Mais il n'y avait pas que l'argent qui leur apportait bien-être et considération. En tant que chrétiens blancs hétérosexuels, beaucoup exprimaient également leur crainte d'un déclin démographique (« il y a de moins en moins de gens comme nous », me confiait une femme) ou d'être réduits à une minorité religieuse (« les gens ne vont plus à l'église », « on ne peut plus souhaiter un Joyeux Noël, maintenant il faut dire Joyeuses Fêtes »). Certains avaient le sentiment d'être

une minorité culturelle (« Nous, on est des gens corrects, des gens qui se plient aux règles, et pourtant on nous perçoit comme sexistes, homophobes, racistes, ignorants – tous ces qualificatifs que les Démocrates emploient pour parler de nous ». Si, en quête de la considération perdue, ils se tournaient vers leur terre bien-aimée – souvent les régions rurales du Midwest ou des États du Sud – certains se sentaient dénigrés comme *rednecks* (péquenauds). Derrière l'histoire profonde, il y avait ainsi une perte de considération qui pouvait avoir de multiples origines.

L'histoire profonde évoque la souffrance (d'autres vous passent devant) ; elle évoque des coupables (un gouvernement malintentionné) ; et elle fait apparaître un secours (incarné par le Tea Party). Elle apporte en outre un système affectif de comptabilité, qui permet d'établir le degré de sympathie réservée à ceux qui font la queue et à ceux qui vous passent devant, le degré de défiance à l'égard du gouvernement, ou encore le nombre de bénéficiaires des aides du gouvernement qui devraient être pointés du doigt. Dès lors, ce système devient le fondement de *feeling rules* (règles de sentiments)² – lesquelles déterminent ce que nous pensons « devoir ou non » ressentir – ce qui représente un enjeu essentiel des houleux débats politiques actuels. Que ce soit de manière explicite ou implicite, la plupart des emplois dans le secteur des services exigent que les travailleurs obéissent à des

règles de sentiments (« il ne faut pas s'énerver contre un client ; le client a toujours raison »). Les travailleurs apprennent à gérer leurs émotions par la pratique, et leurs responsables veillent à ce qu'ils le fassent correctement. D'une façon similaire, les idéologies politiques véhiculent des règles de sentiments. Les leaders orientent nos sentiments de sympathie, de défiance, de réprobation, de honte, tandis qu'animateurs de débats à la radio et présentateurs se chargent de relayer le message que des collectifs locaux ou groupes d'internautes suivent de près et commentent.

La droite et la gauche observent un ensemble de plus en plus divergent de règles de sentiments. La gauche, à l'inverse de la droite, en appelle généralement à la compassion à l'égard des populations défavorisées considérées comme méritant l'aide du gouvernement. Tandis que la gauche appelle à avoir confiance dans le gouvernement fédéral, la droite s'en méfie et le vilipende. La gauche considère le fait de recevoir de l'aide du gouvernement comme une question de dignité et de droit tandis que la droite le traite comme quelque chose de honteux.

Dans la bataille culturelle qui se joue entre ces deux codes, les partisans du Tea Party qui ont fait l'objet de mon étude disaient se sentir dominés par les règles de sentiments de la gauche et en éprouvaient un profond ressentiment. « On en a assez du politiquement correct », a souvent

>>

vociféré Donald Trump, reprenant un sentiment très ancré à droite. Un homme me confiait que « les Démocrates nous demandent d'avoir pitié des immigrés et des réfugiés. Mais moi, ce que je vois, c'est surtout un tas de gens qui se lamentent sur leur sort. » Un autre a ajouté qu'ils « bénéficient des aides du gouvernement, et nous non – mais je suis content de ne rien prendre si je ne suis pas dans le besoin. Mais ils veulent qu'on s'estime heureux de ce qu'ils reçoivent. » Nombreux sont ceux qui considéreraient avec honte le fait de recevoir de l'aide du gouvernement, et ressentiaient un total mépris pour les fraudeurs. « J'en connais qui s'inscrivent au chômage pendant la saison de la chasse ». Ou encore : « Il y a beaucoup de gens ici parmi ceux qui vivent en mobile home qui ont obtenu une pension d'invalidité en prétendant avoir des convulsions. Je me demande comment ils font pour marcher la tête haute. Et pourtant, ils le font, et le gouvernement les encourage ». La plupart des sympathisants du Tea Party interrogés s'opposaient fermement à l'idée qu'il fallait se sentir solidaire à l'égard des resquilleurs, éprouver de la reconnaissance à l'égard du gouvernement ou ne pas avoir honte de recevoir une « aide financière du gouvernement ».

Mais tous ceux avec qui j'ai parlé n'étaient pas du même avis. C'était d'ailleurs comme si deux factions de ceux que j'interviewais avaient entendu une fin différente à mon histoire profonde. Les partisans traditionnels du Tea Party voulaient à la fois en finir avec la resquille, et avec les « récompenses » que le gouvernement attribuait à ceux qui la pratiquaient. Les partisans de Donald Trump voulaient pour leur part à la fois conserver les aides du gouvernement et se débarrasser du sentiment de honte qui leur est associée – tout en limitant, implicitement, ces aides aux Américains de souche, de préférence de race blanche.

Les déclarations de Trump à cet égard sont vagues et changeantes, mais les experts font remarquer qu'il

n'a pas lancé d'appels à réduire les allocations du Medicaid. Son intention, dit-il, est plutôt de remplacer l'Obamacare, qui étendait la couverture maladie aux personnes non assurées, par un nouveau programme qui sera « sensationnel ». Il est également intéressant de s'arrêter sur la répartition de la honte chez Trump. S'il n'a pas hésité à dénigrer l'ancien héros de guerre John McCain, un journaliste handicapé, une commentatrice de la chaîne Fox News, des Mexicains sans-papiers, un juge américain d'origine mexicaine, tous les musulmans ainsi que l'ensemble de ses adversaires républicains, il n'a cependant jamais vilipendé les bénéficiaires du Medicaid ou des coupons d'alimentation.

Mais afin de légitimer les aides sociales au bénéfice d'une population blanche masculine, Trump a dû « masculiniser » le fait de recevoir de telles aides. C'est peut-être là un des secrets de sa popularité. Il applaudit lorsque des hommes en viennent aux mains, détiennent des armes à feu, ne fléchissent pas et se conduisent comme des machos. La plupart des bénéficiaires des aides sociales sont des femmes, des enfants et des hommes de couleur. Mais il y a beaucoup d'hommes blancs qui sont pauvres, ou proches de la pauvreté, ou qui craignent de devenir pauvres. Si l'un de ces hommes en a besoin, laisse entendre Trump, alors recevoir de l'aide du gouvernement peut être un « truc de mec ». On peut mettre un autocollant en faveur du port d'armes sur son pick-up, chercher la bagarre, être un macho, semble indiquer Trump, et en même temps solliciter des allocations de chômage ou des coupons d'alimentation – sans être stigmatisé pour autant.

À noter que nombre d'hommes blancs et cols-bleus partisans de Trump sont confrontés à une situation économique aussi grave que celle qu'ont connue avant eux les Noirs : perte d'emplois, bas salaires, manifestations de désespoir. Parmi ces hommes, on trouve une proportion plus importante de pères célibataires

que chez leurs homologues blancs plus aisés, et aussi plus de divorcés, plus d'enfants à charge, et de manière générale des circonstances plus difficiles. S'ils ne sont pas déjà bénéficiaires du Medicaid, ils pourraient bien à l'avenir le devenir – c'est pourquoi ils se retrouvent face à la contradiction d'avoir précisément besoin de l'aide du gouvernement que la droite, et eux avec, s'emploient depuis longtemps déjà à dénigrer. Le détachement à l'égard de l'aide sociale était un marqueur clé de statut, permettant de faire la distinction entre « les vrais hommes » et « ceux qui sont vraiment en bas de la société ». Au cours des interviews que j'ai réalisées auprès des partisans de Trump en Louisiane, son soutien en faveur des aides du gouvernement n'est pas apparu dans les conversations, du moins au début. Mais lorsque j'ai demandé à un mécanicien ce qu'il pensait d'un « filet de sécurité » pour les « gens ordinaires », il m'a fait remarquer que « Trump n'était pas contre. Si vous utilisez des coupons d'alimentation parce que vous avez un travail mal payé, vous n'avez pas envie d'être traité avec mépris ».

De manière tacite, Trump absout les hommes qui sont des cols-bleus de race blanche, mais pas les hommes qui ne sont pas de souche ou pas de race blanche. En effet, en réaction à l'histoire profonde, Trump a créé un mouvement qui s'apparente de près au populisme de droite anti-immigrés mais favorable à l'aide sociale de l'État qui progresse en Grande-Bretagne, en Allemagne, en France, en Autriche et dans une bonne partie des pays d'Europe de l'Est. Tous ces mouvements de droite reposent à mon avis sur des variations de cette histoire profonde, les sentiments qu'elle évoque, et les convictions qui la soutiennent. ■

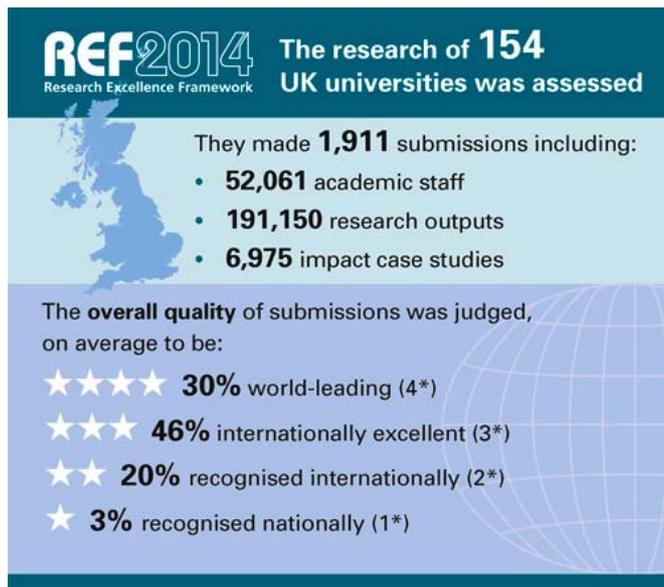
Toute correspondance est à adresser à Arlie Hochschild <ahochsch@berkeley.edu>

¹ Arlie Hochschild (2016) *Strangers in Their Own Land: Anger and Mourning on the American Right*. New York: New Press.

² Cf. Arlie Hochschild (1983) *The Managed Heart: the Commercialization of Human Feeling*. Berkeley et Los Angeles: The University of California Press.

> L'essor de l'université managériale au Royaume-Uni

Huw Beynon, Université de Cardiff (Royaume-Uni)



Un résumé des résultats du UK Research Excellence Framework de 2014.

nombre d'étudiants était fixé à l'échelle nationale, et chaque université recevait des crédits en fonction de divers critères. L'université était généralement perçue comme un système élitiste : seuls 10% des jeunes poursuivaient des études supérieures tandis que la plupart intégraient un système complexe mêlant enseignement technique et professionnel, formation en apprentissage ou formation « sur le tas ».

Sous Thatcher, cependant, avec la destruction du secteur manufacturier britannique, il a été de plus en plus question d'une renaissance par « l'économie du savoir », ce qui a entraîné Blair à souligner l'importance de « l'éducation, l'éducation, et encore l'éducation » et à soutenir que 50% des enfants britanniques devraient faire des études universitaires. Les universités britanniques sont ainsi devenues, dans un intervalle de temps très court, un élément clé de la stratégie économique du gouvernement – une réorientation qui est devenue manifeste lorsque l'enseignement supérieur est passé sous la responsabilité du Ministère du Commerce et de l'Industrie. Aujourd'hui, cette responsabilité relève du Ministère des Affaires, de l'Innovation et des Compétences, dont le dernier livre blanc – *Réussir comme économie du savoir : L'enseignement de l'excellence, la mobilité sociale et les choix des étudiants* – révèle comment ce qui fut naguère une idée utopiste peut fournir la base idéologique d'un mouvement réactionnaire.

Ce revirement stratégique a été facilité par un changement dans le financement des universités britanniques, passant d'un financement par l'administration centrale à un système qui repose presque exclusivement sur les droits d'inscription des étudiants. En 1998, ces droits ont été fixés à 3.000 livres sterling par an par le nouveau gouvernement travailliste ; depuis, ils ont augmenté jusqu'à 9.000 livres, et de nouvelles hausses sont attendues. Il existe d'importantes variations dans les administrations d'Irlande du Nord, d'Écosse et du Pays de Galles, qui bénéficient de compétences propres en la matière, mais dans le cas de l'Angleterre, le développement de l'enseignement supérieur s'est fait au prix d'un accroissement de la dette des étudiants, qui a été facilité par un système complexe de prêts.

Les universités britanniques sont en train d'opérer de tels changements qu'on peut se demander où cela les mènera. Travailler et étudier dans une université britannique aujourd'hui n'a en tout cas plus grand-chose à voir avec ce que c'était il y a à peine dix ans. Stefan Collini affirmait tout récemment que « ce qu'on désigne encore comme des universités est en passe d'être transformé en centres d'expertise appliquée et de formation professionnelle soumis à la stratégie économique des sociétés », rejoignant en cela les propos de John Holmwood lors de son discours d'adieu de 2014 à la présidence de l'Association britannique de Sociologie : celui-ci concluait que le système universitaire britannique était désormais « au service d'une renaissance du capitalisme patrimonial et du creusement de plus en plus prononcé des inégalités qui va avec ». Si nous ne savons pas encore très bien quelles seront les répercussions de ces changements sur notre discipline, il existe cependant un certain nombre de signes inquiétants.

> Le financement : Des subventions publiques aux droits d'inscription

Traditionnellement – c'est-à-dire avant les gouvernements de Thatcher et de Blair – les universités britanniques fonctionnaient comme des organisations philanthropiques presque entièrement indépendantes. Le

Le nouveau mode de financement a profondément changé la donne. Les universités se retrouvent en concurrence les unes avec les autres pour recruter des étudiants, ce qui a de graves répercussions au plan pédagogique : au lieu d'être perçus comme des élèves ou des apprentis, les étudiants sont désormais des clients. De manière quelque peu paradoxale, ce nouveau « marché » s'est accompagné de différentes formes de surveillance exercée par l'État.

En 2005, le gouvernement Blair a remplacé un système très élaboré d'Évaluation de la Qualité (*Quality Assessment*), qui visait à améliorer la qualité de l'enseignement moyennant des visites d'inspection et l'imposition de procédures relativement standardisées dans les salles de cours, par une Enquête nationale auprès des Étudiants (*National Student Survey*, ou NSS) – quelque chose de semblable à une enquête de consommation, qui recueille et publie les évaluations des étudiants de toutes les spécialités et tous les niveaux d'études. Ces données (qui incluaient les étudiants de licence) ne tardèrent guère à être intégrées dans les classements des « meilleures » universités et réunies pour être publiées dans les grands quotidiens nationaux.

À l'heure actuelle, le gouvernement projette d'enrichir ce système d'évaluation en introduisant un ensemble plus complexe d'enquêtes basé sur un *Cadre pour l'Excellence de l'Enseignement* (*Teaching Excellence Framework* ou TEF), qui prend en compte le maintien des effectifs et l'insertion sur le marché du travail ainsi que les évaluations des étudiants. Bien que chacun de ces éléments de mesure ait déjà montré ses failles, le gouvernement projette de mettre en place un nouveau système de mesure TEF sur la base duquel « les droits d'inscription devraient de plus en plus se différencier ».

> De l'évaluation de la recherche à l'excellence de la recherche

Dans le cadre de « l'ancien » système de financement, les enseignants-chercheurs étaient théoriquement censés enseigner et faire de la recherche suivant une proportion de 3/2 entre ces deux activités. Les Conseils de Recherche, qui emploient des universitaires et sont financés par des fonds publics, dégageaient des fonds supplémentaires pour la recherche au travers d'un système d'appel d'offres. Le gouvernement Thatcher, qui avait déjà eu affaire à la contestation des éléments radicaux dans les universités, insista pour renommer le Conseil de Recherche en Sciences sociales, Conseil de Recherche économique et sociale (ESRC en anglais) ; au fil des années, cet organisme a été progressivement adapté aux besoins de l'économie britannique. Fait peut-être plus significatif, un bilan régulier de l'activité de recherche (théoriquement réalisé tous les cinq ans) a été introduit dans les départements universitaires : le *Research Assessment Exercise* a débuté de manière quelque peu informelle dans les années 80, mais depuis 1990 la performance a été reliée au financement de la recherche future, rompant par là le lien avec l'ancien système basé sur les subventions.

Ce processus d'évaluation a été étendu au fil de ses versions successives. En 2015, le changement de nom au profit de *Cadre pour l'Excellence de la Recherche* (*Research Excellence Framework* ou REF) a signifié un nouveau tournant, encore plus radical – avec notamment des efforts renouvelés pour évaluer « l'impact » des travaux de recherche publiés et plus généralement « les avantages démontrables [qui en résultent] pour l'économie et la société dans leur ensemble ». Il est prévu que des groupes d'experts « examinent les preuves au moyen d'indicateurs appropriés, et fournissent un classement des profils d'impact pour chaque travail soumis à évaluation ». Ces profils seront classés sur une échelle de 4 à 1 étoiles : *world leading* (travail de premier ordre à l'échelle internationale), *internationally excellent* (excellent sur le plan international), *recognized internationally* (reconnu à l'international) et *recognized nationally* (reconnu à l'échelle nationale).

Ainsi, au fil des années, ces opérations de suivi externe sont devenues dans les universités le centre des discussions sur les stratégies de recherche, et des mots comme « étoile », « excellence », « solide », « rigoureux » ou « transparent » sont devenus omniprésents dans le discours des universitaires – faisant émerger un discours apparemment incontestable que beaucoup de sociologues, qui devraient pourtant être plus avisés, ont intégré. Dans ce jargon, des termes comme « *Ref* », « *refable* » (susceptible d'être soumis au REF) ou « *Ref-ready* » (prêt à être soumis au REF) et autres termes associés, se sont imposés dans les départements universitaires.

> L'université « managériale »

Tous ces changements sont partie intégrante d'une puissante stratégie néolibérale qui a transformé le secteur public britannique ; les changements à l'œuvre dans l'enseignement supérieur vont ainsi de pair avec ceux qui ont plus généralement reconfiguré le service national de santé, le recouvrement de l'impôt, la police et l'éducation en Grande-Bretagne. Les universités, qui se retrouvent en concurrence les unes avec les autres pour attirer les étudiants – qui représentent désormais leur principale source de revenu – et obtenir le meilleur score dans différents classements, se comportent plus comme des entreprises à but lucratif que comme des organisations philanthropiques.

Les directeurs d'université ne se considèrent plus comme les premiers parmi des égaux mais plus comme des PDG – rémunérés en conséquence, et dotés de leur propre régime de pension. Lorsque le gouvernement conservateur a supprimé le « plafond » limitant le nombre d'étudiants, la perspective de nouveaux gains potentiellement importants – les réserves de liquidités ont été de 6,5 milliards de livres en 2011 – a encouragé les universités britanniques à suivre l'exemple américain de ventes d'obligations sur les marchés monétaires, employées pour financer des investissements massifs dans de nouveaux biens immobiliers. Parmi l'élite dirigeante de ces nouvelles universités managériales, beaucoup conçoivent les nouveaux bâtiments comme le symbole de leur propre réussite.

Dans leur quête de nouveaux étudiants (autrement dit, de liquidités), les universités, face aux restrictions imposées pour accorder des visas aux étudiants étrangers, ont ouvert de nouveaux campus à l'étranger, en offrant à leur personnel des perspectives d'évolution de carrière qu'ils pouvaient difficilement refuser. Si certaines de ces initiatives ont eu du succès, d'autres se sont révélées moins heureuses. Fin 2015, l'Université d'Aberystwyth (Pays de Galles) a consacré un demi-million de livres sterling à un nouveau campus pour étudiants britanniques et internationaux basé à l'Île Maurice, au motif d'offrir « de nouvelles opportunités pour les étudiants d'accéder à un enseignement de qualité, des étudiants qui sans cela n'y auraient pas accès » – mais en 2016, seuls 40 étudiants s'étaient inscrits sur un campus initialement prévu pour en accueillir 2000. Le commentaire d'un ancien directeur d'université à cet égard est sans appel : « Cette entreprise est de la pure folie. Ils feraient mieux de consacrer leurs ressources à assurer un encadrement de haut niveau et à attirer davantage d'étudiants nationaux. »

Tout cela en dit long sur un secteur en proie à des changements particulièrement éprouvants, avec de sérieuses conséquences sur le travail des universitaires. À chaque nomination d'un nouveau président d'université, le nouveau modèle d'université managériale tend à devenir un peu plus centralisé ; chacun de ces responsables se montre en effet déterminé à remplir des objectifs conformes à la nouvelle organisation de l'enseignement supérieur, en établissant des structures hiérarchiques qui nécessitent un nombre croissant de personnel administratif. De nouvelles hiérarchies administratives font leur apparition comme « personnel de soutien » technique et financier – des fonctions autrefois présentes dans les instituts, les départements universitaires et les centres de recherche et désormais déplacées vers un quelconque bureau central. De plus en plus, la communication se fait par mail plutôt que par contact personnel, et des opérations auparavant simples – jusqu'à organiser une réunion ou réserver une salle – nécessitent désormais une formation et l'accès à des programmes informatiques spécifiques. Au fur et à mesure que les « métriques » s'imposent comme un outil incontournable de gestion, la pression à la standardisation s'accroît, ce qui dans beaucoup d'universités s'est accompagné de nouveaux systèmes de gestion des performances. La rémunération variable en fonction de la performance individuelle semble également à l'ordre du jour, tout comme – et ce n'est pas sans conséquence – la tentative d'offrir aux enseignants-chercheurs de nouveaux contrats exclusivement d'enseignement.

Les pathologies que représentent dans ce type de structure réglementée les formalités bureaucratiques et le « déplacement des objectifs », déjà décrites il y a de nombreuses années par Alvin Gouldner, apparaissent à présent de manière manifeste dans les universités britanniques, en particulier dans les dispositifs d'évaluation de la recherche et de l'enseignement – à tel point que dans de nombreuses universités les étudiants sont prévenus qu'une évaluation peu favorable de leur année pourrait avoir des répercussions sur la valeur de leur diplôme sur le marché du travail. La proportion de notes maximales

est supervisée, et les étudiants encouragés à se montrer généreux dans leurs évaluations. Constatant que les étudiants se plaignent souvent du manque de « feedback » de la part de leurs professeurs, certaines universités ont mis en place des séances spéciales pour expliquer aux étudiants en quoi consiste le « feedback » et quand ils l'obtiendront. De fait, certaines universités ont été jusqu'à nommer des « responsables adjoints au feedback », et des membres du personnel ont été désignés comme « spécialistes du feedback ».

Cette « chasse » aux bons scores a été particulièrement favorisée dans le cas de l'évaluation de la recherche. En 2014, nombreuses sont les universités qui ont cessé d'inclure l'ensemble de leurs effectifs dans l'Évaluation de la Recherche pour n'inclure que ceux dont les publications et les études de cas d'impact étaient bien classées. Cette pratique – qui a valu à certaines universités d'être accusées de « tricherie » – supposait toute une série de procédures d'évaluation interne souvent peu reluisantes et peu propices à la collégialité. Aujourd'hui, concernant le cycle devant mener au processus d'évaluation de la recherche de 2020, beaucoup d'universités ont d'ores et déjà mis en place des procédures pour soumettre les publications (ou « produits » dans le jargon du REF) à l'examen de « responsables de l'impact de la recherche » qui sont à l'origine de toute une documentation rédigée dans un langage alambiqué et auto-référentiel bien particulier.

Dans ce domaine-là, les décisions sont invariablement prises par des comités de haut niveau et communiquées par le biais de mails didactiques ou à l'occasion d'« assemblées publiques » consultatives. Concernant cette évolution, le professeur Ben Martin (Université du Sussex) relevait la montée « du ressentiment, du cynisme et de l'assentiment forcé », une opinion confirmée par le dernier *Times University Workplace Survey*, qui révélait que si les professeurs d'université trouvaient généralement leur travail gratifiant, trois quarts d'entre eux se disaient profondément déçus par les projets d'avenir de leur université et par ceux qui la dirigent. L'enquête révélait également que la moitié des personnes interrogées craignaient des licenciements liés au calcul des performances basé sur les métriques. Résultat peut-être plus préoccupant encore, la moitié des personnes interrogées étaient d'avis que leurs institutions, dans l'espoir de concurrencer d'autres universités, avaient transigé sur les critères d'admission pour les étudiants de premier cycle, et confiaient avoir le sentiment de subir à titre individuel des pressions pour délivrer de meilleures notes.

Dans le même sens, Charles Turner, maître de conférences de sociologie à l'Université de Warwick, a récemment dressé une liste des « problèmes qui sont véritablement en train de tuer les universités », à savoir : les vastes ressources consacrées à la construction de nouveaux bâtiments aussi mal conçus qu'inutiles, qui pourraient être utilisées pour enrichir les fonds des bibliothèques universitaires ; l'octroi de mentions très bien avec ou sans félicitations du jury à des étudiants qui, il y a 20 ans, auraient à grand-peine obtenu une simple mention bien ; le recours à des administrateurs chargés de prendre des décisions

>>

clés en matière de pédagogie ; les efforts désespérés pour donner à certains cursus des allures de filières professionnelles quand ils ne le sont pas ou ne peuvent pas l'être ; et le flot incessant de publications qu'aucune personne saine d'esprit n'aurait l'idée de lire – ou d'écrire (*The Guardian*, 1^{er} juin 2016).

> L'évolution de la place dévolue à la sociologie

La sociologie en tant que discipline est apparue assez tard dans les universités britanniques : seules trois universités offraient ce cursus au début des années 60. Par la suite, l'importante et rapide augmentation du nombre de départements et d'étudiants de sociologie a contribué à placer aujourd'hui cette discipline en bonne position dans les universités. Cette rapide augmentation s'est accompagnée d'un fort degré d'« ouverture », les tentatives en vue d'établir des frontières professionnelles claires autour de la discipline étant rares. Si cette ouverture a permis à la pensée sociologique de pénétrer de nombreux autres domaines, elle a cependant conduit au déplacement de certaines spécialités vers d'autres domaines, comme ce fut le cas avec la « sociologie du travail » et la « sociologie de l'éducation », deux anciens piliers de la sociologie aujourd'hui enseignés dans les écoles de commerce et les instituts de formation des maîtres.

La sociologie a changé à d'autres égards. Après avoir réalisé dans les années 60 et 70 des avancées fondamentales dans le domaine de la déviance, cette spécialité a été reformulée sous l'appellation de criminologie, une discipline très recherchée, souvent enseignée dans un cadre pluridisciplinaire associant la politique sociale aux études de droit. La santé et l'environnement sont deux autres domaines dans lesquels la sociologie a su développer des études appliquées très demandées par les étudiants. Ces changements, conjugués au recentrage du noyau dur de la discipline vers des approches interprétatives et les questions d'identité, ont fait dire à certains que l'impact des structures et des contraintes matérielles était sous-estimé, limitant par là la capacité de la sociologie à réagir avec cohérence aux événements en cours.

Le même type de problèmes se pose au sujet des programmes actuels de recherche des universités et de l'opération du REF. Face à la machine à broyer que représente le cycle d'évaluation et la course effrénée pour obtenir des « produits notés 3 ou 4 étoiles », les universitaires privilégient de plus en plus les articles de revue au détriment des monographies, et limitent leur travail sur le terrain pour répondre aux exigences du processus d'évaluation. Certains chercheurs ont ajusté leurs aspirations en conséquence, tandis que d'autres abandonnent la course. Ils sont nombreux à déplorer les répercussions que cela implique pour le travail ethnographique ou pour d'autres travaux de recherche qui nécessitent des contacts prolongés avec les populations. D'une façon plus générale, la « performance » d'un sujet donné au niveau du REF peut refléter et également affecter sa cote d'ensemble et la façon dont il est perçu dans chaque université. À cet égard, il était troublant de constater le déclin du nombre de travaux soumis en 2014, avec seulement 29 départements et 704

chercheurs inclus sous la rubrique « sociologie » (son plus bas niveau historique), contre 62 travaux soumis par 1302 chercheurs sous la rubrique « politique sociale ». Ces proportions, inverses à la situation sur le terrain, sont révélatrices des changements intervenus dans les priorités de recherche de certains sociologues au profit de domaines plus appliqués, ainsi que des choix stratégiques des comités universitaires centralisés. Résultat, le groupe d'experts s'est vu obligé de notifier qu'il n'était en mesure d'offrir qu'une « représentation partielle de la discipline ».

La notion d'« impact » a bien sûr été un élément clé de cette entreprise : dans la mesure où cette métrique encourage les chercheurs à travailler avec des organismes externes, de nombreux universitaires en sont venus à considérer que les travaux critiques en seraient exclus ou moins bien notés. Si certains travaux critiques (comme ceux par exemple concernant les questions environnementales) restent possibles, la mesure de « l'impact » en sciences sociales suppose une préférence marquée pour les changements de politique de peu d'envergure, ce qui conduit les universités à vivement encourager les chercheurs à ne pas prendre de risques. Le Conseil de la Recherche (ESRC) – qui fait lui-même l'objet d'une surveillance attentive du gouvernement – s'est délibérément mis à concentrer ses moyens sur les prix les plus importants, ceux qui récompensent des projets complexes impliquant souvent des équipes de plusieurs universités, mais cette politique pourrait bien conduire à abandonner des projets plus restreints.

La situation évolue depuis une trentaine d'années. Aujourd'hui, il semblerait que nous ayons atteint un seuil critique, qui amène à nous questionner sur la notion même d'université publique comme centre d'engagement critique et scientifique. La politique actuelle du gouvernement risque fort de se traduire par la création de nouvelles universités privées et une intensification des pressions concurrentielles dans un secteur de l'enseignement supérieur élargi.

Tout cela soulève des questions épineuses à la fois pour l'avenir et la vocation des universités, et la place de la sociologie à l'université. De façon significative, un groupe de sociologues britanniques animé par John Holmwood a manifesté avec vigueur son opposition à ces changements, et lutte pour récupérer l'université publique au Royaume-Uni. Les solutions alternatives qu'ils proposent, réunies dans un programme intitulé *The Alternative White Paper for Higher Education*, ont été rendues publiques lors d'un colloque important qui s'est tenu à Londres en juin. Il y est question des menaces que représente pour les étudiants et la recherche critique l'introduction de prestataires à but lucratif dans le secteur de l'enseignement supérieur, avant de conclure sur une phrase tirée de la *Magna Charta Universitatum* de 1215, signée par 802 universités du monde entier : les universités sont « des institutions autonomes [qui] doivent être moralement et intellectuellement indépendantes de toute autorité politique et de tout pouvoir économique » – un objectif qui prend d'autant plus d'importance qu'on s'en éloigne. ■

Toute correspondance est à adresser à Huw Beynon <beynonh@Cardiff.ac.uk>

> Les « batailles sociologiques » au Canada

Neil McLaughlin, Université McMaster (Canada) et **Antony Puddephatt**, Université Lakehead (Canada)



Badges mis en circulation après que le Premier ministre canadien Stephen Harper a déclaré que ce n'était pas le moment de « perpétrer » de la sociologie (commit sociology) – en d'autres termes, qu'il s'agissait désormais de faire preuve de fermeté à l'encontre des terroristes plutôt que d'étudier les causes du terrorisme.

Au tournant du XXI^e siècle, plusieurs éminents chercheurs ont tiré la sonnette d'alarme concernant l'état de la sociologie canadienne. Bruce Curtis et Lorna Weir ont soutenu que la sociologie anglo-canadienne souffrait de « ne pas suffisamment considérer la sociologie comme un métier qui requiert des connaissances, des compétences et une vocation publique particulières », tout en exprimant leur préoccupation pour l'avenir de la discipline à un moment où les fondateurs de la sociologie canadienne approchent de la retraite.¹ Robert Brym a exprimé son inquiétude face à la baisse du nombre d'adhérents à la Société Canadienne de Sociologie, et plus généralement quant à l'état de santé de la discipline au Canada.² Neil McLaughlin a réagi en étudiant plus largement certains facteurs institutionnels et en mettant en garde contre une crise à venir de la sociologie canadienne,³ espérant ainsi déclencher une réflexion et engager un dialogue à même d'encourager des stratégies institutionnelles plus judicieuses et un projet intellectuel plus ambitieux. La réaction d'opposition souvent émotionnelle et polémique qu'ont suscitée ces articles a été le début de ce qu'on appelle « les batailles sociologiques » au Canada, qui, une décennie plus tard, continuent de faire rage.

Pat O'Malley et Alan Hunt ont envoyé une salve en affirmant que les préoccupations de Curtis et de Weir quant à l'affaiblissement de la discipline s'apparentaient à une « chasse aux sorcières » visant à imposer des standards

rigoureux à la discipline pour mieux contrôler les sociologues qui seraient tentés de franchir certaines limites.⁴ L'article de « crise » de McLaughlin a provoqué une autre série de réactions critiques, qui le contestaient au plan à la fois normatif et empirique.⁵ Si le débat a certes contribué à replacer dans leur contexte les réalités de la sociologie canadienne, sa teneur a souvent été assez dure. Au moment où les sociologues canadiens se préparent à accueillir à Toronto le Congrès mondial de l'ISA (Association internationale de Sociologie) de 2018, nous nous proposons d'examiner ici quelques-unes des principales questions soulevées, en espérant ainsi éclairer certaines problématiques qui pourraient intéresser d'autres sociologies nationales, notamment en dehors des États-Unis.

Nombre de préoccupations concernant l'état de la sociologie canadienne se sont concentrées sur la baisse des adhésions et de la participation aux congrès organisés par notre association nationale. Les congrès annuels de la sociologie anglo-canadienne interviennent dans le cadre interdisciplinaire du Congrès des Sciences humaines organisé dans différentes universités du pays. Ces congrès ont souffert d'une faible fréquentation, en particulier de la part de sociologues confirmés. Était-ce un signe de déclin de la discipline ? Jean-Philippe Warren a rappelé que de nombreuses autres associations de recherche nationales et internationales ont connu un déclin semblable.⁶ S'inspirant de la thèse du « *bowling alone* » de Robert Putnam, il a avancé que l'essor des technologies de la communication par Internet permettait une mise en réseau informelle des chercheurs par delà les distances géographiques, de sorte qu'ils pouvaient « pratiquer la sociologie seuls », en dehors des traditionnels congrès organisés.

Mais d'autres signes d'affaiblissement sont apparus au début des années 2000. À cette époque, la sociologie restait une discipline peu reconnue à l'université comme dans la société en général. Aujourd'hui, ces problèmes restent pour la plupart d'actualité et sont vraisemblablement partagés par d'autres sociologies nationales, mais ils se manifestent d'une façon particulière au Canada, du fait des spécificités

de notre histoire ainsi que de notre relation particulière avec les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France.

Les craintes concernant une hégémonie de la recherche américaine ont donné naissance au mouvement de « canadienisation » des années 70 et 80, les sociologues canadiens cherchant à créer une sociologie canadienne plus autonome, avec des contenus plus canadiens et des recrues formées dans le pays. Pourtant, ce mouvement a indéniablement contribué à intensifier les sentiments négatifs à l'encontre de la sociologie américaine, y compris une certaine arrogance qui nous permettrait de dénigrer l'Amérique tout en ignorant nos propres travers.⁷

Il y a cependant des raisons de se préoccuper de l'affaiblissement de notre propre contenu national, un problème auquel se trouvent très certainement confrontés les sociologues de nombreux autres pays. De plus en plus, les sociologues canadiens sont appelés à recevoir une formation aux États-Unis et à s'éloigner de modèles canadiens tels que John Porter et Wallace Clement, au profit de théoriciens plus connus à l'échelle mondiale.⁸ Ce qui fut autrefois une tradition spécifiquement canadienne se retrouve de plus en plus dilué et réduit à une simple participation à une discipline globale (c'est-à-dire américaine et eurocentrique).

Ralph Matthews a essayé de rétablir une tradition plus spécifiquement canadienne en revivifiant la « théorie des principales ressources » (*staples theory*) de Harold Innis⁹, un important théoricien de la société canadienne de la première moitié du XX^e siècle qui avançait que le développement géographique des villes au Canada était étroitement lié aux itinéraires commerciaux de notre économie fondée sur les ressources naturelles, ce qui avait donné lieu à la création de régions géographiques très différentes aux caractéristiques culturelles marquées. En étendant cette analyse aux préoccupations plus actuelles concernant l'industrie des combustibles fossiles, la protection de notre environnement naturel et les droits des Premières Nations [les populations autochtones], nous parvenons à mieux comprendre notre singularité, à la fois en tant que nation et tradition sociologique. Toutefois, ce qui peut paraître « particulier » au Canada pourrait également servir de précieux point de comparaison avec d'autres pays qui sont confrontés aux mêmes forces globalisantes en relation avec des situations et des problèmes locaux.

En tant que discipline relativement récente qui n'a été pleinement institutionnalisée que dans les années 60 et 70 – une époque d'intense conflit social et politique – la sociologie canadienne a été marquée par un radicalisme surtout inspiré du marxisme. Cette orientation vivement « critique » au sein de notre discipline reste dominante aujourd'hui et se traduit par un fort engagement politique, au grand désespoir des politiciens conservateurs. C'est ainsi que, rejetant les appels à développer la recherche sur les causes profondes du terrorisme en vue de mieux le prévenir, l'ancien Premier

ministre conservateur du Canada, Stephen Harper, proclama dans un discours tristement célèbre que « ce [n'était] pas le moment de “perpétuer” de la sociologie » (*this is not a time to commit sociology*). Pour les sociologues canadiens, cette déclaration mettait en cause la valeur de la recherche sociologique, ce qui a conduit en 2015 la Société canadienne de Sociologie à vendre en guise de cri de ralliement des tee-shirts avec l'inscription « *Commit Sociology* » (Perpétuez de la sociologie).

Cet élément persistant de critique au sein de la sociologie canadienne permet d'expliquer l'accueil favorable réservé à l'appel de Michael Burawoy en faveur d'une sociologie publique.¹⁰ Un certain nombre de sociologues canadiens ont abondé dans ce sens pour le soutenir, ou pour déclarer que Burawoy n'avait pas été assez loin dans sa défense d'une recherche orientée vers la sociologie publique.¹¹ D'autres ont rejeté l'idée même de sociologie publique, mettant en avant l'importance d'une sociologie académique. Scott Davies a appelé à un « divorce au sein de la discipline », une fois pour toutes, entre ce qu'il considérait comme les spécialistes en sciences sociales à proprement parler et les théoriciens critiques dogmatiques.¹² Les féministes canadiennes ont fait valoir que l'appel de Burawoy ne prenait pas en compte le potentiel des partenariats privés et publics qui pourraient nous aider à travailler avec les publics afin de résoudre d'importantes questions sociales.¹³

Et en effet, alors que nous passons de la politique résolument conservatrice du gouvernement Harper à la politique progressiste du gouvernement de Justin Trudeau, il est clair que l'État est appelé à s'engager davantage sur les grandes questions de société – en particulier celles concernant les peuples des Premières Nations. Les sociologues peuvent compter sur une sociologie publique en plein essor au Canada, une sociologie qui maintient une relation critique et un dialogue continu avec l'État.

Alors que les batailles sociologiques se poursuivent aujourd'hui, les inquiétudes initiales au sujet du statut de la discipline restent importantes. William Carroll a soutenu récemment que, au même titre que toutes les autres disciplines des sciences sociales, la sociologie devrait faire place à un ensemble transdisciplinaire lié sur la base du réalisme critique.¹⁴ Le fait que cet article ait reçu en 2015 la récompense du meilleur article de la *Revue canadienne de sociologie* témoigne des courants culturels actuellement à l'œuvre, au moment où nombre de sociologues au Canada choisissent de rejeter l'identité et les engagements de leur discipline.

Ceci constitue un sérieux obstacle pour ceux qui, tout en souhaitant une certaine ouverture dans leurs travaux, ne sont pas prêts à sacrifier les avantages de la discipline. D'aucuns sont tentés d'affirmer que les meilleurs travaux de recherche actuels font voler en éclats l'allégation courante selon laquelle les disciplines ne fonctionnent que comme des silos intellectuels : de fait, les disciplines partagent

leurs savoirs avec une remarquable efficacité.¹⁵ Pourtant le discours éculé qui consiste à comparer les disciplines à des silos ne servant qu'à « cadrer » les intellectuels, semble avoir la vie dure.¹⁶ Et même s'il est vrai que les disciplines peuvent entraver la production du savoir, on ne peut guère ignorer que dans l'ensemble, elles font beaucoup pour l'encourager. Plutôt que d'être contraint à un choix entre des disciplines étroitement définies (ce qui est exagéré) et une totale transdisciplinarité (ce qui est utopique), peut-être serait-il préférable de chercher un équilibre entre ces deux modèles, en acceptant des compromis et en évitant les désavantages de chacun des extrêmes.¹⁷

Si les réflexions sur la discipline peuvent certes être utiles, elles peuvent cependant aussi dégénérer en argumentation rhétorique et idéologique, ce qui nous éloignerait de la tâche plus importante qui consiste à « faire » de la véritable sociologie empirique. On trouve cependant tout un ensemble de travaux qui apportent un regard empirique et historique sur la sociologie canadienne. Rick Helmes-Hayes a récemment situé les racines de la sociologie canadienne dans la théologie du début du XX^e siècle¹⁸, tandis que Bruce Curtis, remontant plus loin encore, a lié le développement des sciences sociales à la « création de l'État » au XIX^e siècle.¹⁹ De nouvelles études quantitatives font état de l'évolution de notre travail et de nos modèles de recrutement à l'étranger et à l'intérieur du pays,²⁰ illustrant par là-même notre merveilleuse diversité épistémologique²¹ et la façon dont nos écoles théoriques de pensée changent au fil des années. Au cours des dix dernières années, il semble qu'il y ait eu une convergence théorique autour des travaux de Pierre Bourdieu, un théoricien et chercheur qui contribue à rapprocher nos volets anglophone et francophone.²² Pour ce qui concerne l'avenir, les débats empiriques sont bienvenus en tant que « sociologie de la sociologie », ce qui contribue à instituer un type de réflexivité institutionnelle moins narcissique et plus empirique.

Si les « batailles sociologiques » canadiennes ont été marquées par des controverses et ont blessé un certain nombre d'egos, dans l'ensemble elles n'en ont pas moins été constructives. Des spécialistes reconnus sont rentrés dans les rangs et ont aidé à orienter une nouvelle génération de sociologues vers une représentation positive. La participation à nos congrès a augmenté, stimulée par la création de pôles de recherche en partie inspirés par l'ISA. Lors de nos congrès, on trouve désormais davantage de sessions en français, et le rédacteur en chef de la *Revue canadienne de sociologie*, le professeur François Dépeletteau, est un francophone. L'association peut se prévaloir d'un regain de la sociologie féministe, largement inspiré par Dorothy Smith et les féministes socialistes canadiennes. Par ailleurs, de nouvelles recherches centrées sur la décolonisation et la réconciliation avec les populations indigènes des Premières Nations ouvrent toute une série de questions sur lesquelles les tenants de la sociologie publique peuvent beaucoup apporter.

La Société Canadienne de Sociologie se réjouit d'accueillir des sociologues du monde entier à l'occasion du Congrès mondial de l'ISA de 2018 à Toronto. Nous espérons faire avancer le dialogue pour mieux comprendre et refléter nos différentes sociologies nationales, et apprendre les uns des autres dans un contexte comparatif plus large. ■

Toute correspondance est à adresser à Neil McLaughlin <ngmclaughlin@gmail.com>

¹ Curtis, B. et Weir, L. (2002) "The Succession Question in English Canadian Sociology." *Society/Société*, 26, 3.

² Brym, R. (2003) "The Decline of the Canadian Sociology and Anthropology Association." *Canadian Journal of Sociology*, 28(3): 411-416.

³ McLaughlin, N. (2005) "Canada's Impossible Science: Historical and Institutional Origins of the Coming Crisis in Anglo-Canadian Sociology." *Canadian Journal of Sociology*, 30(1): 1-40.

⁴ O'Malley, P. et Hunt, A. (2013) "Does Sociology Need to be Disciplined?" *Society/Société*, 27(1).

⁵ Cf. les volumes 30(4) et 31(1) de *Canadian Journal of Sociology* pour les principaux commentaires de l'article de McLaughlin, et sa réponse (2005-06).

⁶ Warren, J-P (2006) "Sociologizing Alone? Is Anglo-Canadian Sociology really Facing a Crisis?" *Canadian Journal of Sociology*, 31(3): 91-105.

⁷ Cormier, J. (2002) "Nationalism, Activism, and Canadian Sociology." *The American Sociologist*, 33(1): 12-41.

⁸ Warren, J-P (2014) "The end of National Sociological Traditions? The Fates of Sociology in English Canada and French Quebec in a Globalized Field of Science." *International Journal of Canadian Studies*, 50: 87-108.

⁹ Matthews, R. (2014) "Committing Canadian Sociology: Developing a Canadian Sociology and a Sociology of Canada." *Canadian Review of Sociology*, 51(2): 107-127.

¹⁰ Burawoy, M. (2005) "2004 Presidential Address: For Public Sociology." *American Sociological Review*, 70: 4-28.

¹¹ Cf. un numéro spécial à ce sujet, dirigé par Rick Helmes-Hayes et Neil McLaughlin (2009) "Public Sociology in Canada: Debates, Research, and Historical Context." *Canadian Journal of Sociology*, 34(3): 573-600.

¹² Davies, S. (2009) "Drifting Apart? The Institutional Dynamics awaiting Public Sociology in Canada." *Canadian Journal of Sociology*, 34(3): 623-654.

¹³ Creese, G., McLaren, A. et Pulkingham, J. (2009) "Re-thinking Burawoy: Reflections from Canadian Feminist Sociology." *Canadian Journal of Sociology*, 34(3): 601-622.

¹⁴ Carroll, W. (2013) "Discipline, Field, Nexus: Re-visioning Sociology." *Canadian Review of Sociology*, 50(1): 1-26.

¹⁵ Jacobs, J. (2013) *In Defense of Disciplines*. Chicago, IL: University of Chicago Press.

¹⁶ Curtis, B. (2016) "The Missing Memory of Canadian Sociology: Reflexive Government and the Social Science." *Canadian Review of Sociology*, 53(2): 203-225.

¹⁷ Puddephatt, A. et McLaughlin, N. (2015) "Critical Nexus or Pluralist Discipline? Institutional Ambivalence and the Future of Canadian Sociology." *Canadian Review of Sociology*, 52(3): 310-332.

¹⁸ Helmes-Hayes, R. (2016) "Building the New Jerusalem in Canada's Green and Pleasant Land: The Social Gospel and the Roots of English-Language Academic Sociology in Canada, 1889-1921." *Canadian Journal of Sociology*, 41(1): 1-52.

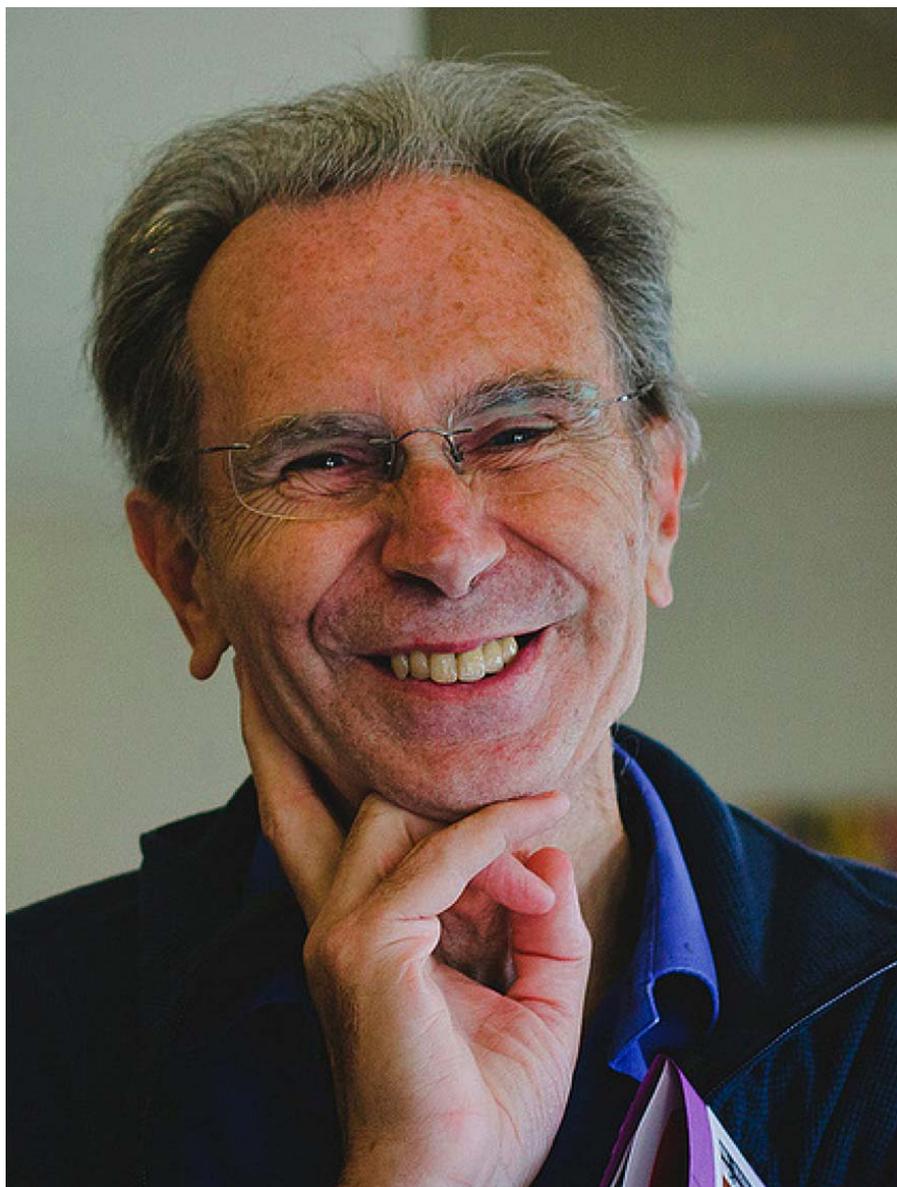
¹⁹ Curtis, B. (2016), *ibid.*

²⁰ Warren, J-P (2014), *ibid.*

²¹ Cf. Joseph Michalski, "The Epistemological Diversity of Canadian Sociology." Forthcoming in *Canadian Journal of Sociology*.

²² Stokes, A. et McLevey, J. (2016) "From Porter to Bourdieu: The Evolving Specialist Structure of English Canadian Sociology." *Canadian Review of Sociology*, 53(2): 176-202.

> John Urry, l'homme et l'œuvre



| John Urry.

Quand on connaît quelqu'un depuis longtemps, il est difficile de faire la distinction entre la personne et son travail, et il est sans doute préférable de ne pas essayer. John Urry a contribué aux sciences sociales non seulement par ses travaux, mais également par son exemple, sa façon bien à lui d'être un sociologue.

Par son exemple, il montrait que pour être un vrai chercheur ou un vrai professeur, il n'est nul besoin d'essayer de dominer, ou de cultiver une personnalité « formidable » ou un style d'écriture compliqué. Ce n'était pas le genre à adopter des postures ou à se préoccuper de son statut. Sa décontraction et sa bonne humeur cachaient un vif esprit critique et un travailleur insatiable. John était plus intéressé à construire qu'à détruire. Il était critique sans jamais être cassant : il pouvait désapprouver mais d'une manière plaisante, et se montrait toujours direct dans ses écrits comme dans ses échanges avec les autres. Il avait en particulier le don d'encourager et d'entraîner les jeunes chercheurs à le rejoindre dans son aventure intellectuelle mais aussi à bifurquer vers de nouvelles directions de leur choix.

John avait la passion d'apprendre et éprouvait un plaisir intellectuel évident à ouvrir la sociologie à de nouveaux sujets et modes de pensée – qu'il s'agisse de l'espace, du temps, du capitalisme désorganisé,

>>

du tourisme, de la nature, de la mobilité, du changement climatique, ou de sujets plus spécifiques comme les implications sociales de l'impression 3D. Peu versé dans le culte aux fondateurs de la sociologie, il était ouvert à tout ce qui pouvait éclairer les sujets particuliers qui l'intéressaient, quelle que soit leur provenance. Il discernait les évolutions de la société – que ce soit le tourisme, la mobilité, ou la délocalisation – qui échappaient à d'autres sociologues plus attachés aux questions traditionnelles. Il était d'avis que la théorie sociale devait être *utilisée* et améliorée en l'appliquant à de nouveaux sujets.

Faute de pouvoir aborder l'ensemble de ses contributions dans un espace aussi limité, je me contenterai de commenter deux périodes – l'une au début de sa carrière, l'autre à la fin. Je suis tombé pour la première fois sur ses travaux au milieu des années 70, lorsque nos intérêts mutuels pour le réalisme critique, l'économie politique, la théorie sociale et l'espace ont convergé. Comme beaucoup de ceux qui avaient une formation en géographie humaine, je cherchais un moyen de faire le lien avec la théorie sociale. John avait emprunté le chemin inverse, cherchant une ouverture vers la géographie. L'ouvrage *Social Relations and Spatial Structures* écrit en collaboration avec Derek Gregory explorait les incidences de cette rencontre au plan théorique, et plus tard dans sa carrière – en particulier lorsqu'il travailla sur les lieux, les

mobilités et la délocalisation – John continua à réfléchir à la relation existant entre espace et société.

À la fin des années 70 et au début des années 80, les sciences sociales britanniques étaient en grande partie sous influence marxiste, et John a été l'un de ceux qui s'est engagé dans ce domaine d'une manière ouverte, non dogmatique et constructive. À l'époque, l'association *Conference of Socialist Economists* concentrait la recherche et le débat à tendance radicale sur toute une variété de sujets, avec des ateliers réguliers organisés le week-end, qui attiraient des chercheurs et des activistes de l'ensemble du Royaume-Uni. C'est à l'un de ces ateliers que j'ai pour la première fois rencontré John. Le *Lancaster Regionalism Group* était l'un de ces nombreux groupes de recherche au Royaume-Uni qui partait de la théorie radicale pour explorer ce qui se passait dans des lieux particuliers. Ces « études de lieux » intervenaient dans un contexte de débats constants sur la façon dont le capitalisme était en train de changer, beaucoup caractérisant la nouvelle ère de « post-fordiste ». Alors que nous réalisons aujourd'hui que c'était secondaire par rapport à des évolutions plus importantes comme la financiarisation et le néolibéralisme, John et son collègue Scott Lash ont associé recherche théorique et empirique pour apporter un regard différent sur le nouveau visage du capitalisme dans *The End of Organized Capitalism* et *Economies of Signs and Space*.

Au cours des cinq dernières années de sa vie, il a publié – entre autres ! – trois livres analysant une série de problèmes liés au changement climatique, aux ressources et à la société : *Climate Change and Society*, *Societies Beyond Oil*, et *Offshoring*. Comme le fait remarquer Scott Lash, John a toujours été très intéressé par l'avenir des sociétés, et contribua il y a peu à mettre en place le nouvel *Institute for Social Futures* de l'Université de Lancaster.

Le changement climatique est sans aucun doute le plus grand défi auquel la société humaine est aujourd'hui confrontée. Bien que le réchauffement global soit à peine mentionné dans nombre de volumes récents traitant de l'avenir du capitalisme et de la société, John a été l'un des premiers chercheurs en sciences sociales à relever l'importance des combustibles fossiles dans le développement de la modernité, et à avoir réfléchi aux conséquences du changement climatique sur la vie quotidienne. Alors que la plupart d'entre nous faisons avancer nos recherches en nous tournant vers le passé, John regardait aussi en avant. D'autres mondes – meilleurs, ou pires – sont possibles, et comme il l'a montré, les spécialistes en sciences sociales peuvent et doivent en étudier les conséquences et les évaluer. En ces temps difficiles, j'espère qu'ils seront plus nombreux à suivre son exemple. ■

Andrew Sayer, Université de Lancaster (Royaume-Uni)

> John Urry, sociologue du futur



Réunion des directeurs de l'Institute for Social Futures à Lancaster (Royaume-Uni), 2015.

John Urry nous a récemment quittés. Il était l'un des sociologues les plus cités, avec à son actif une vingtaine d'ouvrages, dont beaucoup ont fait date. Après des études à l'Université de Cambridge, il effectua toute sa carrière à l'Université de Lancaster, où nous avons été collègues de 1977 à 1998. Nous avons écrit ensemble deux livres, *The End of Organized Capitalism* (1987) et *Economies of Signs and Space* (1994), tous deux portant sur le futur. John était, à bien des égards, un futurologue.

Pendant leurs études de doctorat à Cambridge, John et Bob Jessop assistaient au séminaire de John Dunn sur les révolutions, un séminaire marqué également par l'influence de Quentin Skinner, sans doute le plus éminent spécialiste de Hobbes au niveau mondial. Les révolutions, avec leur dimension eschatologique, sont toujours d'une manière ou d'une autre situées dans le futur, et le pouvoir de l'État est un sujet

central chez Hobbes. Peut-être ces influences – la réflexion sur les révolutions et l'État – ont-elles donné à John sa sensibilité particulière aux réalités du pouvoir de l'État.

En 1975, il signa avec Russell Keat *Social Theory as Science*, un ouvrage qui traite de l'épistémologie en sociologie dans le cadre d'un certain « réalisme ». Le « réel » n'était pas ce à quoi les acteurs sociaux sont confrontés ; le réel correspondait plutôt aux structures profondes qui déterminent les relations sociales au niveau empirique. Il s'agissait d'un structuralisme sociologique influencé par le structuralisme marxiste des années 70 d'Althusser. Mais alors que le structuralisme marxiste a toujours été fondé sur une base économique, le structuralisme de John constituait un ensemble beaucoup plus général de structures sociales, comportant une notion de causalité structurelle qui non seulement déterminait l'expérience empirique quotidienne mais apportait des changements sociaux

et ouvrait la voie aux relations sociales dans le futur.

The End of Organized Capitalism et *Economies of Signs and Space* ont été à la fois favorablement accueillis et abondamment cités, et ont influencé – et ont également été influencés par – David Harvey et Manuel Castells. Dans *The End of Organized Capitalism*, qui traitait de l'accumulation du capital, nous avançons que la nouvelle phase du capitalisme n'était plus régie par l'organisation sociale et institutionnelle mais par la fragmentation sociale. C'est en partant de points de vue quelque peu différents que John et moi-même sommes arrivés à cette conclusion.

J'abordais pour ma part la désorganisation capitaliste du point de vue de la dissolution des négociations collectives centrales (entre syndicats ouvriers et fédérations d'employeurs). De son côté, John considérait la phase du capitalisme à partir des années 80 davantage en termes de

mouvement et de flux, et en termes de temps : un capitalisme tourné non vers le passé ou le présent, mais vers l'avenir. Par conséquent l'ouvrage incluait des chapitres de John sur le temps et les mouvements des individus lorsqu'ils font du tourisme – une thèse qu'il développera par la suite dans un livre qu'il a consacré à ce sujet, *The Tourist Gaze*, et qui, en quelque sorte, est à l'origine de la sociologie du tourisme.

À la fin des années 80, John a dirigé *Social Relations and Spatial Structures* en collaboration avec Derek Gregory. Doreen Massey, avec son idée de « restructuration », qui impliquait une transformation des « chaînes de valeur », a été une figure essentielle du projet. Une chaîne de valeur allait permettre de retracer l'origine d'une marchandise, en partant par exemple de matières premières en provenance d'Amérique latine, pour s'intéresser ensuite à leur transformation dans une usine au Mexique puis leur commercialisation et distribution en Europe ou aux États-Unis. Ces chaînes de valeur étaient en train de « s'étendre », reliant des lieux de plus en plus éloignés dans le temps et dans l'espace. Elles nous donnent une « instanciation » empirique de ce que Giddens

appelait « la distanciation espace-temps » et que Harvey appelait la « compression de l'espace-temps ».

Ce fut là le prélude à une sociologie beaucoup plus accomplie des flux mondiaux, dont John et moi avons traité dans *Economies of Signs and Space*. Castells avait déjà commencé à s'intéresser au passage de l'ancienne société basée sur des structures vers la nouvelle société globalisée basée sur des « flux » : flux de capitaux, de travailleurs, de marchandises et de biens, de produits polluants ou « nuisances », ainsi que de l'information et de la communication.

John a développé ce thème en une « sociologie des mobilités », devenue un pilier de sa recherche et de ses écrits de la fin des années 90 à sa mort. Il s'intéressait particulièrement à la façon dont les êtres humains se déplacent d'un lieu à un autre, par le biais du tourisme, mais chacun de ses livres sur les mobilités incluait un chapitre sur les « automobilités », à lire absolument. Nous y voyons le monde à travers le prisme d'une voiture, sous un angle technologique.

John écrivit ensuite une série d'ouvrages sur le changement climatique, reprenant le thème des

mobilités, ou flux, des « nuisances » – une évolution qui s'est accompagnée d'un virage à gauche de John au plan politique. J'avais toujours été plus à gauche que lui, mais à partir de 2010 environ, c'est lui qui s'est montré le plus critique à l'égard du capitalisme, comme dans son récent ouvrage intitulé *Offshoring*. Je me souviens d'une conférence des Conseils de Recherche du Royaume-Uni que j'avais co-organisée à Shanghai, à laquelle des sociologues et plusieurs économistes étaient invités. Un éminent économiste français, plutôt néolibéral, et même climato-sceptique, était présent. John, à près de 65 ans, l'a affronté avec la fougue d'un jeune de 25 ans.

John était un sociologue du futur. Nous avons une trentaine d'années lorsque nous nous sommes connus. Nous avons été collègues pendant 21 ans, et de grands amis jusqu'au bout. Sylvia Walby, la compagne de John durant toutes ces années, disait qu'il voyait en moi une sorte d'intelligence instinctive, dont l'énergie était toujours sur le point d'échapper à tout contrôle. Je dois à John une dette éternelle pour avoir apporté une certaine structure à cette énergie débridée. Il me manque. Il va nous manquer. ■

Scott Lash, Goldsmiths, Université de Londres (Royaume-Uni)

> John Urry

Plus qu'un sociologue des sociologues



Conférence sur les innovations faibles en carbone (Low-Carbon Innovation Conference) à Shenzhen (Chine), 2016.

La mort inattendue de John Urry a été un choc pour sa famille, ses amis et ses collègues. Nos liens remontent à l'époque où nous préparions tous deux notre doctorat à l'Université de Cambridge, entre 1967 et 1970. Nous avions alors les mêmes directeurs d'études et les mêmes centres d'intérêts, et allions par la suite collaborer au sein de l'association *Conference of Socialist Economists* et diverses assemblées de sociologie. Puis j'allais le retrouver comme collègue de travail en 1990, au moment où j'ai intégré le département de sociologie de l'Université de Lancaster.

John Urry décrocha un *double first* [une double mention très bien] en Économie et Sciences Politiques au *Christ's College* de Cambridge, où il avait entre autres James Mead comme directeur d'études, un économiste qui recevra par la suite le prix Nobel. C'était une époque où les travaux de Keynes étaient encore pris en considération à Cambridge, et où les économistes hétérodoxes avaient encore une place en économie politique. John commença alors un doctorat à la faculté de sciences économiques et politiques (la faculté des sciences sociales et politiques n'existait pas encore à Cambridge) sur le thème de la déposssession relative et de la révolution, avec l'aide d'une bourse de recherche du Conseil britannique de recherche en sciences sociales. C'était avant que le très conservateur Sir Keith Joseph, Secrétaire d'État à l'Éducation et à la Science de Margaret Thatcher, s'offusque de ce que les sociologues aient dénigré sa théorie du « déficit culturel » cyclique lié à la pauvreté des familles, conteste que la sociologie soit une science, et propose de renommer le

Conseil de la recherche en sciences sociales en Conseil de la recherche économique et sociale. Des années plus tard, John a été président national des professeurs et directeurs du Groupe de Sociologie (1989-1992) et s'est beaucoup engagé dans la défense des sciences sociales face à des offensives de ce type. En 1999, il a participé à la fondation de l'Académie nationale des universitaires, des sociétés savantes et des praticiens en sciences sociales (rebaptisée depuis Académie des Sciences sociales).

En 1970, avant de terminer son doctorat, John commença à enseigner la sociologie à l'Université de Lancaster. Pendant 46 ans de service ininterrompu, il a beaucoup contribué à créer au sein du département une culture de recherche à la fois solide et ouverte. Depuis le temps euphorique lié à « l'incandescence » de la révolution technologique et l'influence de la pensée de gauche dans les années 70, les universités ont radicalement changé et les exigences imposées aux universitaires et aux chercheurs ont considérablement augmenté. Mais John a toujours conservé intacte sa passion d'apprendre, sa curiosité concernant les changements sociaux, et un évident plaisir intellectuel à explorer de nouveaux sujets et courants de pensée – qu'il s'agisse du pouvoir, de la théorie sociale, de l'espace, du temps, du localisme et du régionalisme, du capitalisme désorganisé, des loisirs et du tourisme, de la nature et de l'environnement, des mobilités, des complexités de la société globale, de la gestion de l'énergie et du changement climatique, de l'aménagement urbain, des implications sociales de l'impression en 3D, ou, plus récemment, des *present futures* et *future futures* (futurs

>>

actuels et à venir). Et c'est avec nombre de ces centres d'intérêts en tête qu'il a contribué à fonder l'*Institute for Social Futures* à l'Université de Lancaster.

Dans les hommages qu'ils ont rendu dans ces pages à la vie et à l'œuvre de John Urry, Scott Lash et Andrew Sayer sont revenus sur certains de ses travaux les plus marquants. L'ouvrage qui a ma préférence est *Social Theory as Science*, écrit en collaboration avec Russel Keat (édité en 1975 puis réédité en 2015), un travail rigoureux et très complet dans lequel John a consolidé sa trajectoire théorique et qui a inspiré ma propre recherche dans le domaine de la philosophie des sciences sociales. Cependant, toujours désireux de rester informé sur les évolutions théoriques et les débats importants, John lisait beaucoup, en s'interrogeant toujours sur ce que ces débats apportaient de nouveau, sur les nouveaux éclairages qu'ils pouvaient faire émerger, les anomalies et les nouveautés qu'ils révélaient, et où ils pourraient nous mener. Ses centres d'intérêt étaient vastes, touchant aux sciences naturelles et environnementales, et reflétaient l'approche fortement « post-disciplinaire » qui caractérisait le département de sociologie de l'Université de Lancaster. D'où son don pour concilier les disciplines, les paradigmes et les communautés épistémiques, engager le dialogue avec un aussi grand nombre d'étudiants et de chercheurs à sa façon non dogmatique et démocratique, les encourager à approfondir leurs centres d'intérêt et leurs projets, et offrir des idées et des éclairages tirés de son énorme capital intellectuel, qui à son tour se trouvait renouvelé et étendu par ces interactions.

Il y a plusieurs façons de devenir et de rester un sociologue prestigieux. John les a presque toutes expérimentées avec succès. Mais il n'a jamais recherché la gloire en s'en remettant à un pouvoir ou en sacrifiant son intégrité intellectuelle. Il était formidablement « local » dans ses fidélités comme dans ses engagements essentiels, et a toujours apporté un soutien enthousiaste à ses étudiants et collègues. Mais pour poursuivre la distinction que faisait Alvin Gouldner entre les identités organisationnelles, John a toujours été fermement « cosmopolite », et très

présent à l'échelle internationale. Ses intérêts comme ses projets englobaient le monde naturel et le monde social, et ce sont ses réseaux personnels et sa participation dans les débats émergents qui ont contribué à étendre son influence dans le monde.

John était un « sociologue des sociologues », qui connaissait et respectait le métier mais qui avait aussi pour objectif de l'enrichir. Il était réputé pour ses innovations de même que pour son indéfectible défense et promotion de notre discipline contre les attaques des politiciens. Mais c'était également un esprit intellectuel infatigable – l'anti-thèse d'un sociologue carriériste avec un projet concret, strictement ciblé et ancré dans une conception étroite de la discipline. Sa curiosité illimitée l'a entraîné vers une grande mobilité dans sa vie, faisant le lien entre différents domaines et encourageant les nouvelles initiatives de recherche et les débats sur les actions à mener. En fait, John travaillait à la pointe des sciences sociales théoriques, empiriques et appliquées, reflétant en cela les tendances sociales et faisant preuve d'innovation dans ses travaux. On ne peut guère ne pas être impressionné par tout ce qu'il a réalisé, ce qu'il a écrit seul ou en collaboration, les réseaux internationaux qu'il a développés, les recherches qu'il a dirigées, l'interminable succession des audits qu'il a dû négocier, et sa défense des sciences sociales. Et tout cela, ce qui est d'autant plus remarquable, sans jamais se départir de sa bonne humeur et de son style décontracté, généreux, abordable.

John avait aussi un esprit héroïque – convaincu, comme l'auteur du classique *L'imagination sociologique*, C. Wright Mills – qu'il était plus important de dire quelque chose d'intéressant au risque de se tromper, que d'avoir toujours raison en répétant une vérité banale. Ces dernières années, il était devenu plus actif dans la sphère publique, en participant à des débats et prenant position sur des questions cruciales pour l'avenir de l'humanité et de la planète. Mais il a surtout été un formidable collègue, et son influence continuera de s'exercer à travers les travaux et débats de ceux qu'il a inspirés. ■

Bob Jessop, Université de Lancaster (Royaume-Uni)

> John Urry, entre proximité et mobilité



Conférence sur « Les villes de demain : intelligentes ou heureuses ? » (*Cities of the Future: Smart or Happy?*) à Lancaster (Royaume-Uni), 2016.

Le sociologue britannique John Urry nous a malheureusement quittés en mars dernier, au moment où nous célébrons la publication dans la nouvelle revue *Applied Mobilities* de l'article que nous avons écrit ensemble, « Mobilizing the New Mobilities Paradigm », dans lequel nous nous proposons d'évaluer l'impact du paradigme des mobilités dans les sciences sociales de ces dix dernières années. Nous étions également en train d'écrire ensemble un article pour *Current Sociology* au sujet de la relation entre le « tournant des mobilités » (*mobilities turn*) et le « tournant spatial » (*spatial turn*). Je me sens privilégiée d'avoir eu la possibilité de parler avec John de la genèse de sa pensée sur l'espace et la mobilité, et de sa relation avec la sociologie en tant que discipline.

J'ai intégré le département de sociologie de l'Université de Lancaster en 1998, en partie parce que John y était. Grâce à sa capacité à créer

un environnement fructueux de travail collaboratif et transdisciplinaire, John a attiré dans cette université du nord-ouest de l'Angleterre une multitude d'étudiants, de chercheurs postdoc, de chercheurs invités et de nouveaux professeurs. Après avoir travaillé ensemble sur plusieurs articles traitant des mobilités, nous avons cofondé en 2003 le Centre de Recherche sur les Mobilités à Lancaster. Au cours des années suivantes, nous avons tenu une conférence inaugurale sur les « Futures mobilités alternatives », fondé la revue *Mobilities* avec Kevin Hannam, coédité un numéro spécial d'*Environment and Planning A* sur « les matérialités et les mobilités », et coédité *Mobile Technologies of the City*. Dans cette euphorie de travail fondateur, nous insistions beaucoup sur l'importance de penser à travers différentes échelles spatiales, d'estomper les frontières entre les disciplines, d'explorer les matérialités et les temporalités, d'aller au-delà du cadre d'une nation ou d'une société, et d'étudier si les « mobilités » pou-

vaient apporter un cadre conceptuel pour une science sociale d'un genre nouveau : plus ouverte, plus diversifiée, plus en phase avec les autres disciplines, plus essentielle.

Je suis si reconnaissante à John d'avoir, lors d'une récente conversation, retracé l'origine de son intérêt pour les mobilités dans le tournant spatial en théorie sociale, à commencer par l'ouvrage de 1974 de Lefebvre *La production de l'espace* et les débats suscités au Royaume-Uni par une autre éminente spécialiste récemment disparue, Doreen Massey. Son ouvrage *Spatial Divisions of Labour* publié en 1984 analysait la complexité et la diversité des mouvements de capitaux, et les formes de sédimentation qui en résultaient à chaque lieu. Il y eut ensuite en 1985 l'ouvrage de Gregory et Urry, *Social Relations and Spatial Structures*, qui combinait les contributions géographiques et sociologiques de Harvey, Giddens, Massey, Pred, Sayer, Soja et Thrift. Cet ouvrage a contribué

>>

au tournant de John vers ce qu'il a appelé « les mouvements de loisir des personnes », thème qu'il développera par la suite dans *The Tourist Gaze* (1990), et vers les mobilités multiples et leurs conséquences spatiales, analysées par Lash et Urry dans *The End of Organized Capitalism* (1987) et *Economies of Signs and Space* (1994). Les ouvrages précédents de John, comme *Theory of Science* (1975, en collaboration avec Russell Keat) et *The Anatomy of Capitalist Societies* (1981), ont représenté également d'importantes contributions théoriques, qui ont ouvert la voie à ses travaux ultérieurs. Vers le milieu des années 90, la théorisation des lieux de « flux » et de « réseaux » s'est imposée avec la trilogie de 1996 de Castells sur la *Société en réseaux*, et au tournant du troisième millénaire, la « mobilité » était devenue un concept clé. L'ouvrage de John *Sociology Beyond Societies* a contribué à l'intérêt porté aux mobilités comme concept clé d'une science spatio-sociale émergente, ou « sociologie mobile » – une approche qui depuis une quinzaine d'années a de plus en plus d'influence, du moins en dehors des États-Unis.

Cette évolution qui met l'accent sur les mobilités a coïncidé avec la création des revues *Environment and Planning D: Society and Space* et *Theory, Culture and Society*, ainsi qu'avec la

fondation de Polity Press au début des années 80. Pour John, ces publications s'inscrivaient dans un effort plus général pour développer une science sociale et une théorie sociale post-disciplinaires en réaction aux attaques du gouvernement Thatcher contre les universités et en particulier aux réductions budgétaires visant les études en sciences sociales.

John définissait aussi son travail en opposition avec à la fois les sciences sociales américaines et « l'empirisme britannique ». Pour moi qui viens des États-Unis, le côté antipositiviste et critique au plan théorique de John pourrait expliquer l'apparente réticence de l'Association américaine de Sociologie et de nombreux départements influents de sociologie aux États-Unis à s'intéresser au nouveau paradigme des mobilités – un paradigme que je considère comme une source d'espoir pour une science sociale critique, engagée et post-disciplinaire.

Alors qu'il peut paraître prétentieux d'annoncer avoir trouvé un « nouveau paradigme », John était quant à lui très discret et modeste, ne claironnant jamais ses réalisations personnelles. C'était quelqu'un de profondément antiélitiste et anti-néolibéral, ce qui se manifestait concrètement dans ses relations quotidiennes et symboliquement dans son éternelle

tenue monochromatique – en général une chemise bleue en coton, toujours avec un col ouvert et sans cravate, et une veste et un pantalon bleus. C'était un égalitaire dans l'âme, que les prétentions, les hiérarchies ou la recherche du prestige exaspéraient. Il accueillait les étudiants et les visiteurs venus du monde entier avec un sourire contagieux, et l'on trouvait toujours une place à sa table.

John Urry a créé une nouvelle forme de sociologie mobile, qui transcende les disciplines, encourage les formations intellectuelles d'un type nouveau et permet à la sociologie de regagner de l'importance dans le monde lorsqu'elle aborde les grandes questions de société – il faut inclure ici ses travaux les plus récents sur le changement climatique, l'extraction des ressources naturelles et l'économie souterraine. Le nouveau paradigme des mobilités, et l'ensemble des travaux de John Urry, continuent de trancher avec les traditions quantitatives empiristes des sciences sociales américaine et britannique, tout en s'opposant aux hiérarchies dans les départements universitaires, les associations professionnelles, et au manque d'ouverture disciplinaire de l'université néolibérale. La sociologie serait bien inspirée de poursuivre les changements qu'il a initiés. ■

Mimi Sheller, Université de Drexel (États-Unis)

> Mobilisation étudiante contre les violences sexuelles

Ana Vidu, Université de Barcelone et membre du comité de recherche de l'ISA sur l'Économie et la Société (RC02) et **Tinka Schubert**, Universidad Loyola Andalucía et membre du comité de recherche de l'ISA sur les Femmes dans la Société (RC32)¹



Illustration : Arbu.

L'Université de Californie à Berkeley (UC Berkeley) est connue depuis longtemps pour ses débats sur le harcèlement sexuel et les agressions sexuelles en milieu universitaire, non en raison d'un nombre inhabituel d'incidents dans cette université mais en raison de la manière dont celle-ci a réagi face à ce phénomène – malheureusement fort répandu dans la plupart des universités. Parmi les nombreuses universités qui se sont trouvées confrontées à ce problème, l'UC Berkeley s'est distinguée par une forte mobilisation étudiante contre le harcèlement sexuel – un mouvement qui a également gagné d'autres universités.

>>

La longue tradition de l'UC Berkeley en matière de mobilisation étudiante contre la violence sexiste à l'université, la désigne naturellement comme leader dans cette lutte. Le problème a été soulevé pour la première fois à la fin des années 1970, lorsque des étudiantes en sociologie ont créé WOASH (*Women Organized Against Sexual Harassment*), un collectif de femmes décidées à agir au nom de treize étudiantes qui avaient porté plainte contre un professeur de sociologie. Il s'agissait là d'une première, qui a contribué à briser le silence autour de la violence sexiste dans les universités américaines et révolutionné la lutte contre le harcèlement sexuel et les agressions sexuelles en milieu universitaire.

En 1979, WOASH a déposé plainte à l'échelon fédéral contre l'université, ce qui constitue l'un des premiers cas où l'amendement « Title IX » a été utilisé comme cadre juridique de lutte contre les violences sexuelles dans les universités. Mais WOASH ne s'est pas arrêté là. Deux ans plus tard, le collectif a créé les premiers guides d'orientation à l'attention des nouveaux étudiants qui arrivaient sur le campus, des guides conçus pour les aider à mieux identifier le harcèlement sexuel, passer en revue les conduites qui ne seraient pas tolérées par l'université et apporter les informations nécessaires aux victimes – comme savoir où demander conseil ou déposer une plainte en cas de conduite inacceptable.

Dans les années 90, on observe une augmentation considérable à la fois du nombre de plaintes déposées, des mesures prises contre les violences sexuelles, des ressources mises au service des victimes, et des bureaux consacrés à la prévention et à la résolution des cas de harcèlement sur les campus. En 2003, la notion de « No means no » (Non, c'est non) faisait son apparition dans le *Criminal Sexual Assault Act* (loi sur les délits d'agression sexuelle), afin d'instituer le « consentement » comme condition préalable à l'activité sexuelle.

Au début des années 2010, une nouvelle cohorte d'étudiants engagés sur ce sujet dans l'ensemble du pays ont soutenu que l'université ne prenait pas les plaintes au sérieux, violant en cela l'amendement *Title IX*. Des plaintes ont alors été déposées contre des universités américaines, accusant celles-ci de ne pas protéger de manière adéquate les étudiants contre les violences sexuelles. En 2013, la législation de l'État de Californie exigeait de l'UC Berkeley qu'elle revoie sa politique de lutte contre le harcèlement sexuel et les agressions sexuelles ; une année plus tard, en 2014, des étudiants ont fait pression en faveur d'une loi de consentement fondée sur le « Yes means yes » (Oui, c'est oui) dans les campus, réclamant par là un accord *affirmatif, conscient et volontaire* préalable à tout contact sexuel, ce qui revenait à reconnaître que les victimes n'ont pas toujours les moyens de dire « non ».

En 2015, la mobilisation étudiante s'est manifestée avec

plus de force que jamais, en créant les conditions propices à une solidarité et un soutien de l'ensemble de la communauté universitaire et en encourageant ses membres à agir contre la violence sexiste. Récemment, les pressions exercées par le corps enseignant et les membres du département concerné ont conduit un célèbre professeur d'astronomie de Berkeley et candidat au prix Nobel à démissionner à la suite de plaintes déposées contre lui pour harcèlement sexuel, pour des faits qui remontaient à plusieurs années. Peu de temps après, l'UC Berkeley a créé un comité chargé d'examiner les procédures à mettre en œuvre par l'université pour traiter les accusations de violences sexuelles déposées contre des membres du personnel de l'université.

La lutte contre les violences sexuelles dans les universités américaines a impliqué à la fois une mobilisation sociale et des changements législatifs. La mobilisation de 1979 de WOASH a joué un rôle essentiel pour *préparer le terrain* et créer un précédent, en faisant entendre la voix des victimes et en portant plainte contre les harceleurs et contre l'université qui tolère leurs agissements. Ces campagnes de protestation ont contribué à des changements culturels sur les campus, en sensibilisant l'opinion publique dans l'ensemble du pays et en créant une culture du respect et de « tolérance zéro » en matière de harcèlement sexuel commis par quelque membre de l'université que ce soit. Les violences sexuelles en milieu universitaire sont désormais largement reconnues comme un problème qui concerne l'ensemble de la communauté universitaire – un changement d'attitude qui signifie que les victimes peuvent désormais avoir recours à des mécanismes à la fois officiels et officieux d'assistance.

Aujourd'hui, la mobilisation étudiante se poursuit sur le campus, pour remettre en question et améliorer la politique de l'UC Berkeley en la matière, comme en témoigne par exemple la présence d'étudiants qui exposent leurs différents griefs à l'entrée principale du campus. Et dans les bus qui vont à Berkeley, les conversations autour du harcèlement sexuel sont courantes. Sur le campus, on peut voir des étudiants manifester, ou encore, près des bâtiments administratifs, une « exposition » de tee-shirts aux slogans variés contre la violence sexiste. Des conférences sont également régulièrement organisées à ce sujet, et les dernières nouvelles en la matière font la une du journal étudiant.

Aux États-Unis, la lutte contre le harcèlement sexuel a été menée par le biais de conférences à l'échelle locale et nationale, et aussi grâce au concours d'une association nationale dédiée à ce problème. Parmi les campagnes réalisées, notons celle de *End Rape on Campus* (En finir avec les viols sur les campus), lancée à l'initiative d'anciennes victimes et d'activistes. Parmi d'autres initiatives, signalons l'émission télévisée de Cal TV, *A look into sexual assault* (Regards sur les violences sexuelles), un documen-

taire intitulé *The Hunting Ground* (Le Terrain de chasse) et des livres comme *Again and Again*. Au plan politique, le gouvernement américain a lancé un site web sous le titre « Not Alone, Together Against Sexual Assault » (Vous n'êtes pas seul(e) : Ensemble contre les violences sexuelles) où sont publiés des informations, des données, des textes législatifs et des informations utiles à destination des écoles, des étudiants et de tous ceux et celles concernés par la question. La Maison Blanche et le Conseil national des directeurs de campus ont pris fait et cause pour ce qu'ils considèrent comme un problème national, en soutenant la campagne *It's on Us* (Cela dépend de nous) qui vise à sensibiliser la population et à encourager à agir ainsi qu'à prévenir les violences sexuelles sur les campus. Le gouvernement entend montrer qu'il s'engage (*take the pledge*) et que loin d'être un témoin passif, il fait au contraire partie de la solution. La campagne *It's on Us* entend faire changer les mentalités concernant les violences sexuelles à l'université et apporter à toutes les victimes les informations et les moyens qu'elles méritent.

Les actions menées par les étudiants à Berkeley et dans d'autres universités américaines ont non seulement modifié la réponse des institutions au problème du harcèlement sexuel mais ont également inspiré d'autres mobilisations étudiantes ailleurs dans le monde. Comme précisé plus haut, il est capital pour les anciennes victimes de pouvoir compter sur de solides réseaux de solidarité, qui permettent en outre de faire avancer la lutte en la matière.

Par exemple, des campagnes étudiantes ont vu le jour ces dernières années en Espagne, et ce malgré le silence imposé par des structures de type féodal et la menace de représailles de la part des agresseurs. La *Red solidaria de víctimas de violencia de género en las universidades* (Réseau de solidarité des victimes de violences sexistes dans les universités) est à l'origine d'un mouvement très actif dans toute l'Espagne. Pourtant, encore aujourd'hui, rares sont les professeurs qui s'impliquent dans cette lutte, et quand ils le font, c'est au risque de s'exposer à de sérieuses représailles. Le réseau a été créé par des activistes et d'anciennes victimes qui avaient déposé la première plainte pour harcèlement sexuel contre un professeur d'université en Espagne. En l'absence de réaction des institutions, les membres de ce réseau ont pris la décision de se mobiliser en contactant les médias et en s'imposant comme une référence pour tous les étudiants et les anciennes victimes de violences sexuelles à l'université. Le réseau a par la suite été récompensé pour « meilleure pratique » par le Ministère espagnol de la Santé, des Services sociaux et de l'Égalité.

La mobilisation sociale et l'activisme des étudiants américains sur les questions de violence sexiste ont inspiré d'autres mouvements en Espagne et ailleurs dans le monde. Avec le soutien de l'opinion publique, ces mouvements vont jouer un rôle capital pour édifier les universités que méritent les générations à venir. ■

Toute correspondance est à adresser à: <ana.vidu@ub.edu>
et Tinka Schubert <tschubert@ub.edu>

¹ Cet article est basé sur les recherches menées par Ana Vidu à l'Université de Californie à Berkeley et par Tinka Schubert au Graduate Center of City University of New York.

> La troisième voie de Mondragon

Réponse à Sharryn Kasmir

Ignacio Santa Cruz Ayo, Université autonome de Barcelone (Espagne) et **Eva Alonso**, Université de Barcelone (Espagne)



Peinture murale dans la ville de Mondragón.
Photo de Christian Weber.

Nous menons des recherches sur les coopératives et à ce titre tenons à remercier *Dialogue Global* d'avoir ouvert le débat sur le sujet et de nous permettre de réagir à l'article que Sharryn Kasmir consacrait à la coopérative Mondragon dans le numéro de mars 2016 de cette publication.

L'une des critiques souvent formulées au sujet de coopératives comme la célèbre coopérative espagnole Mondragon consiste à affirmer que « face à la concurrence, elles dégénèrent en entreprises capitalistes ou s'effondrent ». Étant donné que Mondragon n'est à l'évidence pas en train de s'effondrer, nombreux sont ceux qui, à l'instar de Kasmir, s'appliquent à montrer que Mondragon a dégénéré en entreprise capitaliste classique, avec les conditions précaires de travail qui vont avec. Cette critique comporte habituellement deux volets : la multiplication des intérimaires, et l'expansion internationale de filiales du groupe qui ne sont pas des coopératives. Nous voudrions ici apporter un certain nombre de données qui montrent que loin de renoncer à leurs principes coopératifs, les membres sociétaires de Mondragon perçoivent ces exigences comme des opportunités de consolider et développer leur modèle. Nous identifions ainsi une troisième voie pour les coopératives, un nouveau modèle coopératif compétitif non-capitaliste.

Depuis plus de 60 ans, Mondragon s'est fixé comme priorité de créer des emplois durables et de qualité. D'après son rapport annuel 2014, le groupe englobe actuellement 263 entreprises, dont 103 coopératives et 125 filiales de production, et emploie un total de 74.117 personnes. Tout au long de son histoire, Mondragon a su créer des emplois et les conserver, y compris en période de récession économique ; dans la mesure du possible, les emplois créés sont permanents. Aujourd'hui, l'essentiel des travailleurs non-sociétaires se retrouve dans trois secteurs : la distribution, les filiales industrielles espagnoles, et les filiales industrielles internationales.

>>



Le rayonnement international des coopératives Mondragon.

Mondragon déploie trois stratégies différentes pour convertir des employés intérimaires en membres sociétaires de la coopérative. Dans le secteur de la distribution, Mondragon emploie le Statut-cadre sur la structure sociétaire (Estatuto Marco de la Estructura Societaria ou EMES). Eroski, le groupe de distribution de Mondragon, a fait l'acquisition d'un autre groupe de distribution (Caprabo), avant de fusionner les supermarchés des deux groupes. En 2009, l'Assemblée générale d'Eroski a approuvé le projet EMES, donnant ainsi à tous ses travailleurs la possibilité de devenir sociétaires dans ses coopératives de production. Bien que ce dispositif soit toujours en vigueur, la coopérative Eroski a connu de grosses difficultés, enregistrant de très lourdes pertes, et se trouve actuellement en processus de restructuration interne dans le but de réduire et de refinancer la dette accumulée. Ce n'est certes pas là une situation idéale pour encourager des travailleurs salariés à devenir sociétaires de la coopérative.

Une deuxième stratégie consiste à convertir des filiales industrielles en coopératives mixtes, en permettant à leurs travailleurs de devenir sociétaires – une alternative qui n'est possible que lorsque les entreprises sont viables et qu'à la fois les sociétaires et les travailleurs salariés sont d'accord pour élargir le nombre de membres. Ce dispositif a été mis à profit à plusieurs reprises, comme dans les cas de Maier Ferroplast Limited, qui appartenait à Maier Cooperative Society (2012), de la coopérative Victorio Luzuriaga Usurbil (2004), de Fit Automotive (2006) et de la coopérative Victorio Luzuriaga Tafalla (2008). À noter qu'il ne s'agit pas là de cas inhabituels ou isolés de « coopération » de filiales industrielles.

La troisième stratégie s'applique aux filiales implantées à l'étranger, celles-là même qui sont accusées d'illustrer la « dégénérescence » du modèle coopératif. Mondragon a créé des filiales internationales dans le but de mieux préserver les emplois existants ou même de créer de nouveaux emplois dans les coopératives du groupe.

De ce point de vue, cette stratégie a donné ses fruits puisque les coopératives nées dans le cadre de l'opération d'internationalisation ont créé davantage d'emplois que leurs homologues au Pays basque. Contrairement à ce qu'avancent certaines voix critiques, les chiffres font état d'un nombre croissant de travailleurs sociétaires. D'après Altuna (2008), les sociétaires représentaient 29,5% des travailleurs du groupe en 2007, et 40,3% en 2012.

En 2003, il a été décidé lors du VIII^e Congrès de Mondragon que l'objectif principal du groupe serait de diffuser les valeurs coopératives, d'encourager la participation (à la prise de décisions, au capital et aux bénéfices) en appliquant le Modèle de Gestion Corporatif aux filiales internationales du groupe. L'ambition est louable mais s'est heurtée à de nombreux obstacles bien connus, qu'ils soient d'ordre économique, juridique, culturel ou financier (Flecha et Ngai, 2015) : ainsi, certaines législations nationales ne reconnaissent pas les modèles coopératifs, nombre de travailleurs n'ont pas les moyens économiques suffisants pour devenir sociétaires, et dans certaines filiales, les travailleurs sont nombreux à ne pas comprendre le sens même d'une coopérative. La culture coopérative de Mondragon est née il y a plus de 60 ans dans le Pays basque, où elle a été transmise de génération en génération. La transposer dans un autre contexte n'est pas chose aisée. Certaines initiatives ont cependant réussi. Angel Errasti (2014) donne l'exemple de l'intégration de représentants syndicaux dans le conseil administratif de la filiale créée par Fagor Electrodomésticos en Pologne, qui a représenté un progrès décisif en matière de participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise.

Le cas de Mondragon soulève beaucoup de questions complexes sur le rôle des coopératives dans l'économie concurrentielle globalisée d'aujourd'hui. Les coopératives de Mondragon doivent opérer dans un contexte très concurrentiel, de sorte que ne pas s'internationaliser reviendrait parfois à passer à côté de possibilités de créer de

nouveaux emplois en Espagne comme à l'étranger. Même si les entreprises coopératives sont une minorité et si les entreprises capitalistes sont celles qui fixent les règles du marché, cela ne signifie pas pour autant qu'il n'existe qu'une seule voie de survie dans une économie globalisée. Le groupe Mondragon a su aborder l'internationalisation de façon innovante. Lorsque des filiales sont créées à l'étranger, la priorité de Mondragon reste de préserver les emplois ainsi que les coopératives localement implantées, plutôt que d'externaliser ou de délocaliser la production.

Mondragon est également parvenu à maintenir de meilleures conditions de travail que d'autres coopératives ou entreprises capitalistes. Même ceux qui se sont montrés critiques à l'égard de Mondragon reconnaissent cet avan-

tage : il est bien connu que les sociétaires actuels du groupe espèrent que leurs propres enfants auront accès à des emplois coopératifs de ce type, à la fois stables et de qualité. La création d'emplois durables et de qualité est un principe qui est également appliqué dans les filiales du groupe à l'étranger. Luzarraga et Irizar (2012) montrent ainsi que les filiales de Mondragon ont non seulement respecté les législations locale et nationale, mais aussi amélioré les conditions de travail, notamment en matière de salaires et de formation. Bien que le mouvement coopératif porté par Mondragon n'ait sans doute pas été à même de modifier à lui seul le cours du capitalisme globalisé, il a cependant poursuivi son effort historique en faveur d'un monde meilleur pour les travailleurs et leurs communautés. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Ignacio Santa Cruz Ayo <Inaki.SantaCruz@uab.cat>
et Eva Alonso <eva.alonso@ub.edu>

Références

Altuna, L. (dir.) (2008) *La experiencia cooperativa de Mondragón, una síntesis general*. Eskoriatza: Lanki-Huhezi, Mondragon Unibertsitatea.

Errasti, A. (2014) "Tensiones y oportunidades en las multinacionales cooperativas de Mondragón: El caso Fagor Electrodomésticos, Sdad. Coop." *Revesco: Revista de Estudios Cooperativos*, 113: 30-60.

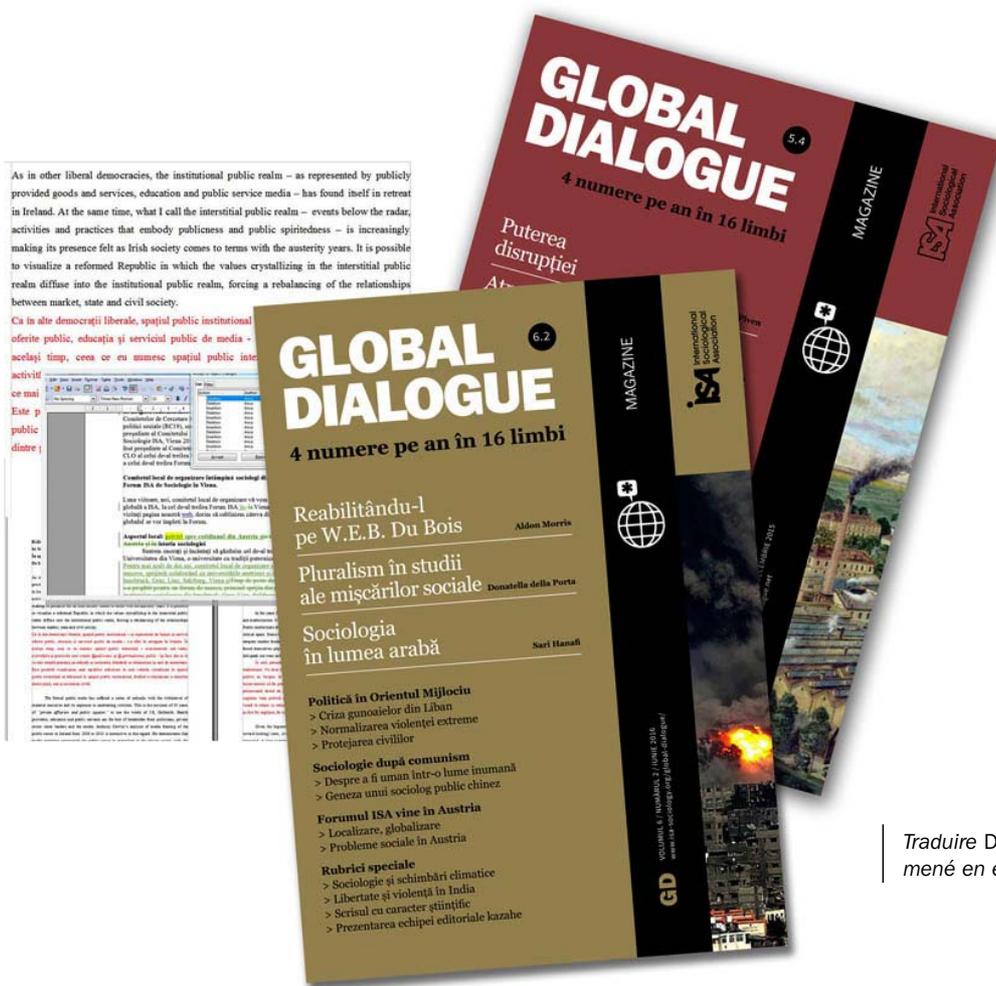
Flecha, R. et Ngai, P. (2015) "The challenge for Mondragon: Searching for the cooperative values in times of internationalization." *Organization*, 21 (5): 666-682.

Kasmir, S. (mars 2016) "Succès et défis des coopératives." *Dialogue Global* 6.1.

Luzarraga, J.M. et Irizar, I. (2012) "La estrategia de multilocalización internacional de la Corporación Mondragón." *Ekonomiaz*, 79: 114-145.

> Traduire Dialogue Global en roumain

Costinel Anuta, Corina Bragaru, Anca Mihai, Oana Negrea, Ion Daniel Popa et Diana Tihan, Université de Bucarest (Roumanie)



Traduire Dialogue Global en roumain, un travail mené en équipe et par étapes successives.

Les articles qui traitent de la genèse et de la structure de l'équipe chargée de la traduction de *Dialogue Global* en roumain, en s'intéressant plus particulièrement à son évolution et à son mode opératoire particulier.

L'équipe roumaine a été initialement mise sur pied par le professeur Marian Preda, qui a encouragé des doctorants à participer à cette entreprise dans le cadre de leur

préparation doctorale, ainsi que par la professeure Cosima Rughiniș et Ileana-Cinziana Surdu, qui ont aidé l'équipe à définir ses méthodes de travail. Ileana, qui a piloté l'équipe à chaque étape du processus, a grandement contribué à mettre au point son mode opératoire actuel.

Après réception de la version en anglais des articles, l'équipe contacte des collègues qui ont déjà collaboré à *Dialogue Global* ainsi que de nouveaux collaborateurs



potentiels parmi les étudiants en sociologie de deuxième et troisième cycle de l'Université de Bucarest. Parmi les principales motivations pour participer au projet, figurent la possibilité pour les collaborateurs de mettre à profit leurs compétences sociologiques et linguistiques et, pour les étudiants qui ont contribué à plus de cinq numéros, quatre années d'adhésion à l'ISA offertes.

Une fois les articles originaux en anglais mis à disposition de l'équipe sur Dropbox, ils sont traduits dans les deux semaines qui suivent. Il est demandé à chaque collaborateur de traduire une certaine quantité de texte, habituellement entre 4 et 10 pages selon le numéro. La troisième semaine est consacrée à des opérations de révision mutuelle, chaque membre de l'équipe étant chargé de revoir un article traduit par un autre collègue. Afin de mieux restituer le sens et le style originaux du texte, les versions anglaise et roumaine sont constamment comparées. Au cours de la quatrième semaine, un nouveau membre intègre l'équipe pour revoir chacun des articles en veillant plus particulièrement à la cohérence de l'ensemble (en harmonisant par exemple le style adopté pour les citations, ou pour décider du terme équivalent roumain le mieux approprié, etc.). Enfin, l'équipe relit et édite l'ensemble des articles traduits.

La tâche n'est pas toujours aisée : chacun de nous a dû s'habituer à travailler en groupe, en faisant notamment preuve de patience et de capacité d'adaptation. L'une des principales difficultés consiste à restituer le sens original du texte anglais dans un roumain fluide et naturel ; il a parfois été nécessaire de créer une terminologie adaptée pour traduire des concepts relativement récents comme par exemple celui de « *trickle-down economy* », qui appa-

raissait dans un article du numéro 5.4. Ce type de difficultés s'explique par la différence structurelle entre l'anglais (qui est une langue germanique) et le roumain (une langue latine), deux langues dont la syntaxe et l'ordre des mots dans la phrase peuvent être fort différents. Les débats animés pour s'accorder sur la formulation la plus juste sont cependant une bonne occasion non seulement de rafraîchir notre anglais mais aussi de perfectionner l'usage que nous faisons de notre propre langue maternelle. Lorsque nous avons du mal à trouver une formulation appropriée en roumain pour des concepts sociologiques relativement récents, la question est souvent résolue lorsqu'un collègue peut apporter des informations attestant qu'un sociologue roumain a déjà employé un équivalent en roumain de l'expression qui pose problème. Ce travail de traduction nous apporte donc beaucoup, et ce à deux égards, puisqu'il nous permet à la fois d'améliorer nos compétences linguistiques et d'enrichir nos connaissances générales de sociologie. Respecter les délais tout en poursuivant nos débats théoriques, représente l'autre difficulté majeure – sachant que tous les membres de l'équipe doivent concilier leur travail pour *Dialogue Global* avec leurs autres activités, notamment à l'université.

Étant donné la variété des sujets abordés dans cette publication, il est nécessaire pour tous ceux qui rejoignent l'équipe de *Dialogue Global* de s'ouvrir à différentes cultures scientifiques et locales. Tout au long du processus de traduction, chaque membre de l'équipe apporte ses connaissances de sorte que chaque numéro publié en roumain est véritablement le fruit d'une participation enthousiaste, d'un intérêt soutenu et d'un important investissement personnel. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Costinel Anuța <costinel.anuta@gmail.com>
Corina Brăgaru <bragaru_corina@yahoo.com>
Anca Mihai <anca.mihai07@gmail.com>
Oana Negrea <oana.elena.negrea@gmail.com>
Ion Daniel Popa <iondanielpopa@yahoo.com>
Diana Tihan <tihandiana@yahoo.com>